

Thèse pour le Doctorat

LA CENTRALISATION DE L'ETAT CIVIL

par

Paul BOISSEAU de MELLANVILLE

Soutenue en la Faculté

le Jeudi 17 Juin 1915, à deux heures de l'après-midi

devant le Jury composé de :

M. WAHL, Président

MM. CAPITANT, } *Professeurs.*
CARPENTIER, }



TROYES

Imprimerie Gustave FRÉMONT

Rue Urbain IV, 85

—
1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

La Centralisation de l'Etat Civil

Thèse pour le Doctorat

LA CENTRALISATION DE L'ETAT CIVIL

par

Paul BOISSEAU de MELLANVILLE

Soutenue en la Faculté

le Jeudi 17 Juin 1915, à deux heures de l'après-midi

devant le Jury composé de :

M. WAHL, Président

*MM. CAPITANT, } Professeurs.
CARPENTIER, }*



TROYES

Imprimerie Gustave FRÉMONT

Rue Urbain IV, 85

—
1915

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

ASTRIÉ ROLLAND. — *Rapport sur le livret civil de M. Barrau, notaire à Foix. Recueil de l'Académie de législation de Toulouse.* Tome 29, page 462.

BONNEVILLE. — *Mesures pour la localisation des actes judiciaires.* Versailles, 1849.

BRUNET. — *Rapport sur la proposition de loi de M. Chassaing, tendant à compléter la rédaction des actes de l'état civil.* Annexe à la séance de la Chambre des Députés du 25 janvier 1896, n° 1749.

CATUNEANO. — *Le Casier civil.* Thèse. Paris, 1907.

CHANOINE DAVRANCHE. — *De la publicité concernant l'état et la capacité des personnes.* Thèse. Paris, 1900.

- DENOS. — *La Bigamie, moyens de la prévenir et d'éviter les suppositions de noms de personnes et d'états civils*. Chartres, 1891.
- GANIVET. — *Rapport sur la proposition de loi présentée par M. Morel pour la création d'un Casier civil*. Annexe à la séance de la Chambre des Députés du 17 février 1887, n° 1543.
- DE LA GRASSERIE. — *De la publicité personnelle*. *Revue générale du Droit*. 1898, Tome 22. 1899, Tome 23.
- HÉBERT. — *Nécessité d'un système général d'immatri-culation*. Rouen, 1844.
- HOTTENGER. — *De la publicité appliquée aux éléments de la personnalité juridique*. Thèse. Paris, 1894.
- LEGRAND. — *De la publicité concernant l'état et la capacité des personnes*. Thèse. Paris, 1900.
- LESMARIS. — *Etude sur la publicité de l'état des personnes*. Thèse. Paris, 1899.
- LEVIVIER. — *Etude sur la sécurité des transactions*. Thèse. Paris, 1897.
- LIONEL D'ALBIOUSSE. — *Le casier de l'état civil*. *Revue pratique du droit*. Tome 9, 1860.
- LOIR. — *Mémoire sur la centralisation des actes de l'état civil*. *Recueil de l'Académie des Sciences*

morales et politiques 1850. Tome 28. *Idem.* 1863.
Tome 63. *Revue pratique du droit* 1864. Tomes
15 et 16.

LOREAU. — *Traité du Crédit Foncier.* 1841.

MICHELIN. — *Proposition de loi ayant pour objet la
publicité du mariage.* Annexe à la séance de la
Chambre des Députés du 22 janvier 1894, n° 294.

MOREL. — *Proposition de loi sur l'obligation d'un
casier civil.* Annexe à la séance de la Chambre des
Députés du 5 février 1887, n° 1514.

PAULMIER. — *Proposition de loi ayant pour objet de
compléter les art. 78 et 98 du C. C.* Annexe
à la séance de la Chambre des Députés du 21
mars 1893, n° 2658.

PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil.* Tome 1,
6° édition, page 175 et suivantes.

RAMEAU. — *Gazette des Tribunaux*, 4 et 5 avril 1860.

THEUREAU. — *Les Casiers judiciaires et un projet de
Casier civil.* Paris, 1892.

THÉZARD. — *Rapport sur la proposition de loi de
M. Royer.* Annexe à la séance du Sénat du 12 jan-
vier 1893, n° 4.



INTRODUCTION

Le but de ce travail n'est pas de créer une œuvre nouvelle et originale, le sujet traité ayant déjà fait l'objet de travaux documentés et approfondis; il tend simplement à montrer les lacunes que présente l'organisation de l'Etat civil en France, l'insuffisance de ses services et de sa publicité, les inconvénients de cet état de chose et les remèdes qu'il semblerait possible d'y apporter par l'adoption d'un système simple et pratique déjà éprouvé.

La faiblesse de l'Etat civil apparaît sur bien des points, pour ne pas dire sur tous. Quelle est, en effet, l'utilité que l'on est en droit d'exiger d'un bon système de l'Etat civil, et quel doit être son but? Fournir rapidement et à peu de frais des renseignements complets sur l'état des personnes. Ce but ne peut être atteint que par une centralisation de tous les actes créant ou modifiant l'état des personnes et par une publicité large, sans être indiscreète, capable de renseigner tous les

intéressés sans toutefois porter atteinte à la juste susceptibilité ou à l'intérêt bien compris de l'individu : « Pour rendre tous les services dont ils sont susceptibles, les registres de l'Etat civil devraient être organisés d'une manière complète ; ils devraient contenir la constatation de tous les faits et actes qui créent ou modifient l'état des personnes ; or, il s'en faut de beaucoup qu'ils en présentent le tableau entier. » Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 1, page 169, 6^e édition.

Tous les actes intéressant une même personne sont dispersés sans aucun lien entre eux, inscrits, les uns à la mairie, les autres au greffe du tribunal civil, du tribunal correctionnel ou de commerce, d'autres sur des registres isolés, d'autres enfin sur des feuilles volantes. Ces derniers sont conservés par des notaires, à l'abri de toute indiscrétion, il est vrai, mais aussi de toute recherche légitime. Toutes les pièces capables de donner une idée certaine et complète, c'est-à-dire utile, de l'état juridique d'une personne, manquent donc entre elles de cohésion, de lien qui permette de remonter de l'une à l'autre, de suivre même au prix de recherches longues et dispendieuses les diverses fluctuations de la vie juridique d'une personne.

Certains auteurs, il est vrai, n'ont pas été sans faire remarquer les avantages d'une telle situation et les inconvénients qu'il y aurait à la transformer. L'état de chose actuel, disent-ils, est profondément enraciné et les lois elles-mêmes devraient

être largement modifiées si l'on voulait mettre en pratique un nouveau système. De plus, il y aurait pour certaines personnes un inconvénient grave à voir ainsi publier leur état civil. La loi s'efforce de favoriser dans toute la mesure du possible le relèvement des personnes qui ont à leur actif une tare juridique : condamnés, faillis, etc. Tout récemment encore elle modifiait l'article 57 du Code civil, afin de mettre les enfants naturels à l'abri des indiscretions. Or, que deviendraient ces précautions le jour où le *Casier civil* serait ouvert à la malignité publique avec tous ses renseignements ? A la malignité publique, certes, peut-on répondre, mais aussi à l'utilité de tous et au besoin de renseignements précis et rapides si nécessaires aux affaires modernes. Sans nous attarder d'ailleurs à discuter dans quelle mesure les efforts du législateur, mentionnés plus haut, ont pu atteindre leur but, reconnaissons de suite qu'une partie de ces critiques est justifiée et qu'il convient de mettre, autant que la sécurité des tiers le permet, la vie privée de l'individu à l'abri de la médiosance. Cependant, ainsi que le dit M. Chanoine-Davranches dans sa thèse sur le *Casier civil* (thèse Paris, 1900), il faut que la publicité soit générale « car une publicité restreinte, c'est la non publicité pour ceux qui n'en peuvent profiter et c'est une source d'injustice », et M. Astrié-Rolland : *Rapport sur le Livret civil de M. Barrau, notaire. Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, tome 23, p. 462 : « Quant à la vanité blessée, le législateur n'a pas à s'en

inquiéter, s'il a des leçons à donner, ce sont des leçons de droiture et d'honnêteté. »

Ces inconvénients, d'ailleurs, ne sauraient être mis en regard des avantages que les tiers retireraient d'une large publicité accordée à l'Etat civil. Les contrats et les conventions y puiseraient une sécurité inconnue jusqu'à présent et, dans cet ordre d'idée, il n'est pas paradoxal de soutenir que l'état des personnes, dans les sociétés modernes, ne leur appartient pas d'une façon absolue. Dans toute la mesure où cet état réagit sur les intérêts des tiers, ceux-ci ont un véritable droit à le connaître et c'est le cas général. La sécurité trouvée dans le Casier civil, fortement centralisée et largement ouvert à la publicité, n'est plus à démontrer, elle apparaît comme évidente à nombre d'auteurs et, croyons-nous, à juste titre.

Nous envisagerons dans cet ouvrage deux questions. Dans une première partie, nous étudierons l'état des personnes en lui-même, ainsi que les principaux actes créant ou modifiant un état juridique et qu'il semble utile de centraliser. Dans une seconde partie, nous envisagerons le système de centralisation qu'il paraît désirable d'adopter et d'appliquer. Nous nous efforcerons de démontrer, par l'exemple d'un pays voisin, que la transformation de cette institution fondamentale est non-seulement désirable, mais possible et pratiquement réalisable.

PREMIÈRE PARTIE

De l'Etat Civil.

CHAPITRE I^{er}

De l'état des personnes en général.

« On appelle état d'une personne certaines qualités que la loi prend en considération pour y attacher des effets juridiques ». Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 1, page 157, 6^e édition.

L'état juridique d'une personne n'est pas composé de qualités fixes et immuables. Ces qualités varient avec chaque circonstance de la vie. L'âge, la majorité, la raison ou la folie, l'émancipation, l'adoption, le conseil judiciaire, la puissance paternelle ou sa déchéance, sont autant de causes qui nuancent ou différencient l'état juridique de chaque individu. En se combinant entre eux, ces faits et ces actes juridiques

créent une infinité de dissemblance qu'il devient à peu près impossible de saisir et de connaître, étant donnée la dispersion actuelle de tous les actes juridiques chargés de les constater. Lorsqu'un enfant naît à la vie, il se trouve, *ipso facto*, pourvu d'un état juridique ; selon son sexe, sa situation d'enfant légitime ou naturel, et dans ce dernier cas, selon qu'il sera reconnu ou non, son état sera très différent, et toute l'importance de ces divergences apparaîtront le jour où il sera nécessaire de tirer de son état juridique les conséquences qu'il doit normalement comporter.

L'état juridique d'une personne, avons-nous dit en débutant, est essentiellement changeant. Il peut être comparé à un être vivant qui naît avec la personne naturelle et meurt avec elle, qui se transforme sans cesse, s'amplifie ou diminue. La majorité étend les droits du mineur, le mariage, la paternité confèrent de nouveaux droits et de nouveaux devoirs, la déchéance de la puissance paternelle, au contraire, apporte avec elle toutes ses restrictions. Les qualités qui composent l'état sont donc éminemment instables et variables. Au milieu de toutes ces fluctuations, il est facile de concevoir combien l'erreur et le dol ont de libertés. S'il paraît nécessaire d'appuyer sur ce caractère mobile et changeant pour énumérer brièvement ensuite les autres caractéristiques de l'état juridique, c'est qu'il y a, dans cette mobilité même, un argument puissant en faveur d'un Casier civil qui noterait toutes les phases de ce développement.

Chaque personne a un état et ne peut en avoir qu'un : c'est en effet l'un des éléments les plus abstraits au droit et dans son essence il est indivisible ; il est personnel, imprescriptible, incessible. Il est susceptible d'une certaine possession et peut faire, en justice, l'objet de réclamation et de contestation. C'est lui qui détermine le nombre et la nature des droits et des devoirs à exercer et à remplir, l'aptitude de chaque personne à exercer et à remplir ces mêmes droits et ces mêmes devoirs par elle-même.

CHAPITRE II

Des faits et actes qu'il y a lieu de centraliser.

Pour avoir une connaissance complète de l'état juridique d'une personne, il suffit et il est nécessaire de connaître les actes et les faits juridiques créant ou modifiant son état. Nous allons essayer de déterminer ces faits et actes afin de préparer ainsi la seconde partie de cet ouvrage, qui aura pour but de rechercher le meilleur moyen de centraliser ces mêmes actes et ces mêmes faits. Nous procéderons par simple énumération en notant à chaque paragraphe quelques-unes des raisons qui nous poussent à inscrire l'acte dont il s'agit dans notre Casier civil.

Qu'il nous soit permis ici de faire remarquer que très peu, parmi les auteurs qui ont traité ce sujet, se sont laissés guider par un *criterium* précis capable de servir, pour ainsi dire, de pierre de touche. Aussi voyons-nous certains d'entre eux s'égarer bien loin du terrain juridique et émettre le vœu de voir figurer au Casier civil des mentions honorifiques ou simplement inutiles telles que décorations, grades, diplômes, projets de mariage, oppositions et main-levées. Ces mentions apparaissent comme inutiles et ne peuvent guère que satisfaire une vanité ou une curiosité dangereuse, sans aucun but

utile. Aussi les négligerons-nous et nous envisagerons la question sous un aspect purement utilitaire. L'intérêt des tiers à connaître tel fait ou tel acte, sera notre seul guide.

Le premier acte à signaler intéressant l'état d'une personne est tout naturellement l'acte de naissance, sorte de passeport, de carte d'identité délivrée à l'enfant par la société, lors de son entrée parmi elle. L'acte de naissance actuel donne toutes les indications essentielles sur les noms des parents, leur âge, leur profession, mais ne pourrait-il contenir également le lieu de leur naissance? Quelques mots ajoutés aux énonciations déjà obligatoires, faciliteraient bien des recherches, supprimeraient bien des retards et des incertitudes, et constitueraient un lien entre des actes trop indépendants les uns des autres. Il serait fort désirable également que la nationalité des parents soit constatée dans l'acte de naissance de l'enfant. La difficulté résulte de la facilité avec laquelle il serait possible de tromper l'Officier de l'Etat Civil, surtout dans les grandes villes, mais la même objection peut être faite pour toutes les autres énonciations et l'on a vu des Maires trompés sur le sexe de l'enfant qui leur était déclaré, par des parents désireux d'éviter le service militaire pour leurs fils. Une sévère pénalité serait un bon et suffisant remède.

L'acte de mariage — nous ne parlons pas encore ici du contrat de mariage — intéresse également les tiers. Il va émanciper le mineur, créer une sorte de société, permettre

à la femme d'engager les dépenses du ménage, créer surtout une hypothèque légale. C'est un des actes qui modifient le plus profondément l'état des personnes.

Le décès donne également ouverture à une foule de droits. Succession, tutelle, dévolution de la puissance paternelle dissolution de la communauté. Le Code a même dû se préoccuper — article 155 retouché en 1907 — du cas où le lieu de décès est inconnu et permettre dans certaines circonstances aux enfants de se marier sans avoir à représenter l'acte de décès des personnes dont le consentement est requis. Voilà, certes, une preuve manifeste de l'organisation défectueuse de l'Etat Civil.

Sont également utiles à connaître, et pour les mêmes raisons, les jugements modifiant ou remplaçant les actes précédemment énumérés. Il paraît superflu d'insister sur l'utilité que peuvent trouver les tiers dans les actes suivants qu'il suffira d'énumérer : annulation d'un mariage, mariage putatif, jugements rendus en vertu des lois et décrets du 3 janvier 1813, article 19, et du 8 juin 1893, et d'une manière générale tous les jugements rendus sur une réclamation ou une contestation d'état, ainsi que les jugements rectificatifs de l'Etat Civil.

Le mariage, avons-nous dit plus haut, est infiniment utile à connaître pour les tiers. Il va, par suite, en être de même pour les actes supprimant ou relâchant les liens résultants

d'une union légitime ; nous voulons parler du divorce et de la séparation de corps.

D'après la théorie actuellement mise en vigueur par le Code civil, et dont nous n'avons pas à apprécier la moralité, le divorce rend aux époux leur pleine liberté. L'homme et la femme divorcés ne sont plus rien l'un à l'autre ; ils peuvent se créer un nouveau foyer, chacun de leur côté. Cette liberté physique qui leur est rendue entraîne, comme conséquence, une liberté juridique d'une grande importance. L'autorité maritale n'existe plus, l'hypothèque légale de la femme cesse ; la communauté est dissoute. Cependant il est bon de remarquer que la loi garde le souvenir de l'union passée, par exemple, si l'un des deux époux s'est remarié avec une tierce personne et que ce nouveau mariage ait été dissous par un nouveau divorce, il ne pourra plus se remarier avec son premier conjoint. Les enfants nés de l'union dissoute sont également une raison pour que le précédent mariage produise quelques effets très atténués, il est vrai, à la charge des anciens époux.

La séparation de corps a sur le mariage des effets beaucoup moins énergiques que le divorce. L'union n'est pas brisée ; les liens en sont simplement relâchés. La capacité de la femme et les pouvoirs du mari sur les biens de celle-ci subissent, en sens inverse, une profonde modification. Les tiers qui traiteront, soit avec l'un, soit avec l'autre, ont le plus grand intérêt à être avertis. En cas de réconciliation, il

en est encore de même et avec cette complication que la femme peut opter entre une triple décision : se réconcilier sans faire de publicité, publier la réconciliation (art. 311, al. 4), ou rétablir son régime matrimonial primitif. Pour les mêmes raisons que ci-dessus, nous noterons la séparation de biens et la conversion de la séparation de corps en divorce. Pour le contrat de mariage, la question semble plus délicate. Si les tiers ont intérêt à connaître le régime matrimonial adopté par les époux, il serait dangereux à tous égards de les renseigner sur le détail des conventions qui forment le fond même du contrat. Il suffira de faire connaître si les époux ont choisi ou non un régime matrimonial et, dans le premier cas, la nature de ce régime. Dans un autre ordre d'idée, une question assez difficile à résoudre se pose pour les enfants naturels. Si, dit-on, on oblige les parents à reconnaître publiquement leurs enfants naturels, et si la possibilité leur est enlevée de les reconnaître secrètement chez le notaire, on aboutira, non pas à rendre publique une reconnaissance cachée, mais à supprimer la reconnaissance elle-même ; car les causes qui poussent les parents à ne pas se découvrir subsisteront toujours. Le raisonnement est juste, à notre avis, et il vaut encore mieux, dans l'intérêt de l'enfant, une reconnaissance cachée que pas de reconnaissance du tout. L'intérêt des tiers qui peut se trouver lésé par la découverte inattendue d'un enfant naturel, passe ici en seconde ligne. Seront donc seulement publiées les reconnaissances d'enfant naturel

reçues soit en justice, soit devant l'Officier de l'Etat Civil.

La tutelle entraîne avec elle tout un système d'incapacités contre le tuteur, tout un régime de précautions, de garanties, l'hypothèque légale qui grève ses biens, peut surprendre les tiers. Toute une série de pouvoirs lui est, par contre, conférée tant sur les biens que sur la personne du mineur, des déchéances sont également possibles qui rendront le tuteur déchu, inapte à exercer certaines fonctions, toutes raisons qui demandent la publicité. Nous rangerons dans la même catégorie, la co-tutelle et la pro-tutelle. Il doit en être de même au point de vue de la publicité et pour des raisons analogues, de la curatelle. Le curateur encourt des responsabilités en cas de dol ou de faute lourde.

La tutelle officieuse, si rare qu'elle soit, mérite une mention toute spéciale. Cette tutelle qui sert à préparer l'adoption d'un enfant, créée au profit de ce dernier et à la charge du tuteur, des devoirs et des charges que les tiers peuvent avoir intérêt à connaître. L'adoption crée pour les deux parties contractantes une situation toute nouvelle. L'enfant, sans sortir de son foyer naturel, entre dans une nouvelle famille et y trouve des droits et des obligations qui lui incombent. De son côté, l'adoptant contracte vis-à-vis de l'adopté toute une série de devoirs et d'obligations qui modifient sa situation. Il a maintenant un successible direct, une obligation

alimentaire. Le nom de l'adopté est modifié et de nombreux empêchements au mariage sont créés.

L'absence rendue plus rare par la facilité des communications actuelles et la rapidité de la transmission de la correspondance, n'en subsiste pas moins fréquemment. La situation de la famille et du patrimoine de l'absent sont profondément modifiés. Pendant la période de présomption d'absence, qui peut durer deux ans s'il y a eu constitution d'un procureur fondé, des mesures devant être prises afin de veiller aux intérêts de l'absent. Les transactions, aliénations ou constitutions de droits réels seront rendues plus difficiles, sinon impossibles. Les tiers ont donc grand avantage à être renseignés sur l'état de l'absent. Après le jugement ou l'arrêt de déclaration d'absence, les biens changent le plus souvent d'administrateurs et même de propriétaire au bout d'un laps de temps assez long, il est vrai. L'absence est donc un acte juridique qui doit être rendu public.

L'interdiction judiciaire enlève toute capacité à l'interdit et le met dans une situation juridique inférieure même à celle du mineur non émancipé. L'interdit n'a même pas, en effet, le droit de tester pour la moitié de ses biens, que possède le mineur à partir d'un certain âge ; du jour du jugement aucun acte valable ne peut être fait par lui. Il faut donc connaître exactement la date où commence l'incapacité, si l'on ne veut être exposé à des surprises toujours dangereuses.

L'interdiction légale apporte, à titre de pénalité, toute une série d'incapacités ; l'individu qui a mérité cette peine, voit son autorité maritale diminuée et subit des déchéances de toutes natures ; sa condamnation le rend inapte à toute une catégorie de charges juridiques (tutelle, curatelle).

Le Conseil judiciaire est une mesure d'un ordre tout différent et qui porte une atteinte moins grave à la personnalité juridique de la personne qui en est pourvue. Ce n'est plus une pénalité, mais une mesure de protection envers un prodigue ou un faible d'esprit. Les pouvoirs du Conseil sont d'ailleurs suffisamment étendus pour que les tiers qui voudraient contracter avec le prodigue ou le faible d'esprit ne puissent l'ignorer sans danger. La jurisprudence, en effet, reconnaît non-seulement au prodigue, mais aussi à son Conseil, le droit d'attaquer les actes passés d'une manière irrégulière (Cass. 29 juil. 81). C'est une innovation jurisprudentielle que l'on a pu qualifier de hardie, étant donné les textes actuels, mais qui est consacrée par de nombreux jugements et arrêts.

Jusqu'à sa majorité, le mineur ne peut faire et passer valablement que de rares actes juridiques. Nous avons cité plus haut l'un des principaux : le testament ; encore n'est-il pas permis au mineur tout jeune, et même lorsqu'il peut tester, il ne peut le faire que pour la moitié de ses biens. Toute autre est la capacité du mineur en cas d'émancipation. Il se voit accorder l'administration de ses biens et le gouvernement

de sa personne. Il va pouvoir engager des actes qui sont susceptibles d'avoir une grande importance pécuniaire tels que : des réparations, des achats de meubles, la location d'un appartement. Si un mineur se prétend émancipé, sans l'être en réalité, tous les actes qu'il a passé et qui dépassent sa capacité de mineur non émancipé, vont être entachés de nullité et tomberont sur une demande en justice. D'où un intérêt évident à rendre public l'acte d'émancipation, afin de rendre facile le contrôle des assertions du mineur. La publicité actuelle laisse à désirer, sauf au cas d'émancipation tacite où l'on trouve une preuve facile en faisant le rapprochement de l'acte de mariage du mineur et de son âge.

Pour les mêmes raisons, le retrait d'émancipation est utile à connaître. De la demi-capacité où il se trouvait, le mineur retombe en pleine incapacité de minorité et sans espoir d'en ressortir avant sa majorité. Tous les actes qu'il serait tenté de passer après ce retrait seraient nuls. Les tiers qui ont traité avec le mineur en état d'émancipation ne seront pas sur leur garde et une bonne et large publicité peut seule leur rendre le service de les renseigner exactement.

La puissance paternelle donne aux parents une grande quantité de droits et de devoirs. Parmi les principaux avantages qui leur sont conférés par la loi, il faut citer en première ligne l'administration et la jouissance légale. Il est donc bon de publier la filiation d'une personne. Nous voulons ouvrir ici une parenthèse et nous étendre sur une question

que nous avons déjà effleurée ; d'ailleurs, l'intérêt engagé dépasse de beaucoup le simple avantage individuel, pour atteindre l'une des principales lacunes de notre Etat Civil actuel. On sait, en effet, à quelles difficultés s'exposent les personnes qui veulent rechercher un acte de l'Etat Civil. Si cette personne ne possède ni renseignements précis, ni souvenirs personnels, ni papiers de famille susceptibles de la guider, comment fera-t-elle pour retrouver cet acte ? un acte de décès d'ascendant, par exemple ? Sa seule ressource, et il suffit de la mentionner pour en démontrer l'impossibilité, serait d'écrire à tous les maires de toutes les communes de France ! Il n'y a aucun lien qui permette de remonter des enfants aux parents et, à plus forte raison, qui permette de retrouver les actes de collatéraux, même rapprochés. Aussi demanderons-nous que dans le Casier civil d'une personne figurent les actes de naissance, de mariage et de décès de ses enfants.

La déchéance de la puissance paternelle avec son cortège de restrictions, devra également être rendue publique. Tout naturellement, lorsqu'un individu aura subi une déchéance quelconque, modifiant son état civil, toute réhabilitation obtenue le rétablissant dans ses droits, devra être rendue publique au même titre que la déchéance : levée d'interdiction, jugement supprimant un Conseil judiciaire, etc.

La publicité donnée à une demande de changement de nom ne semble pas actuellement suffisante. Le *Bulletin des Lois*,

ou le décret accordant le changement de nom doit être inséré, n'est lu que par bien peu de monde, et le délai d'un an accordé par la loi aux intéressés pour réclamer, risque de s'écouler avant que le décret ne soit venu à la connaissance des personnes qui l'auraient attaqué. Or, au bout d'un an, le décret devient inattaquable et souvent ce court délai ménage des surprises et ne permet pas d'agir en temps efficace. Si le changement de nom se fait par voie de conséquence, par exemple après une reconnaissance d'enfant naturel volontaire ou venant à la suite d'une action judiciaire, nous retombons dans un cas précédemment cité. Quoi qu'il en soit, le Casier civil trouve ici encore son utilité.

Il y a deux autres catégories d'actes, dont l'intérêt est si évident à ce qu'ils soient connus qu'ils se passeront de commentaires. Ce sont les hypothèques judiciaires et les emplois publics emportant hypothèque légale.

Les décrets de naturalisation sont accordés, en fait, avec une facilité qui rend dangereuse l'acceptation, au sein de la nation, d'étrangers souvent bien peu et plus souvent encore aucunement assimilés. Une fois que ces individus jouissent en tout ou en partie des droits accordés aux citoyens français, il devient difficile de les distinguer et, cependant, il y a souvent grand intérêt à le faire. Le décret de naturalisation sera donc inscrit au Casier civil, dès qu'il sera rendu, et ce ne sera pas un des plus légers services de cette institution, le

jour où elle sera acceptée, que de permettre de constater facilement depuis combien de temps un individu a obtenu la qualité de Français.

Un acte que nous avons omis plus haut de signaler et qui cependant trouvera bien sa place dans un système de publicité, est la défense faite par le mari à la femme d'engager les dépenses du ménage. Par le seul fait de son mariage, la femme acquiert le droit d'engager les dépenses du ménage : vêtements, nourriture, menues dépenses. Si elle abuse de ce droit, le mari n'a qu'un moyen de le lui retirer, c'est d'adresser une notification spéciale à chacun des fournisseurs. Or, il peut en ignorer, et chez ceux-ci la femme pourra valablement continuer à faire les dépenses. Cependant c'est là, il faut bien l'avouer, le seul moyen de sauvegarder l'intérêt des marchands. La mention au Casier civil, bien que faisant double emploi avec la mesure précédente, n'en sera pas moins fort utile.

Il ne nous reste à envisager que la qualité de commerçant et les déchéances qui peuvent s'y rattacher. Le marchand est tenu, par sa qualité même, de toute une série de prescriptions, tenue de registres, etc.; il est soumis, pour les actes relatifs à son commerce, à des tribunaux spéciaux, spécialement composés. Seul, il peut être mis en faillite ou en liquidation judiciaire. Or, ces déchéances entraînent avec elles toute une série de restrictions, en ce qui concerne la capacité.

Le failli encourt des déchéances multiples et qui subsistent après la clôture de la procédure.

Un dernier acte enfin à examiner : l'autorisation donnée par le mari à la femme pour faire le commerce. Il y a, dans ce fait juridique, une extension considérable de la capacité ordinaire de la femme et qui réagit sur la solidité de tous les actes qu'elle pourra faire.

Nous pouvons donc énumérer comme devant figurer au Casier civil les actes suivants : acte de naissance, acte de mariage, acte de décès, actes de naissance, de mariage et de décès de tous les enfants, acte de décès du conjoint, légitimation, divorce, séparation de corps, séparation de biens, conversion de séparation de corps en divorce, réconciliation.

— Rectification d'Etat Civil : annulation d'un mariage, mariage putatif, jugement sur réclamation ou contestation d'état, jugement remplaçant un acte de décès, arrêt d'adoption, interdiction, Conseil judiciaire, déchéance de la puissance paternelle, déchéance pénale, réhabilitation, absence, émancipation, retrait d'émancipation, hypothèque judiciaire, emploi public emportant hypothèque légale, naturalisation, changement de nom, contrat de mariage, reconnaissance d'enfant naturel, tutelle, co-tutelle, pro-tutelle, tutelle officieuse, curatelle, défense à la femme d'engager les dépenses du ménage, qualité de commerçant, de failli, liquidation judiciaire, autorisation de la femme mariée à faire le commerce.

Il suffit d'énumérer ces actes pour le moment, nous chercherons à établir un ordre parmi eux lorsque nous étudierons, et ce sera l'objet de la seconde partie, la meilleure méthode de publicité et de centralisation.

DEUXIÈME PARTIE

De la Centralisation.

La centralisation des actes ou faits créant ou modifiant la capacité des personnes, a pour principal but d'assurer une large et facile publicité à l'état des personnes.

Avant donc d'aborder, dans un deuxième chapitre, les méthodes de centralisation, antérieurement proposées, puis dans un troisième, la méthode qui nous paraît préférable, nous consacrerons un premier chapitre aux moyens actuels de publicité. Nous nous efforcerons de démontrer leur insuffisance.

CHAPITRE I^{er}

De la Publicité.

Actuellement, lorsque la loi ordonne de porter à la connaissance des intéressés certains actes et certains faits, cinq moyens sont employés par elle pour chercher à atteindre ce but : les journaux, les registres, les affiches, les proclamations faites à la voix et les notifications individuelles. Nous allons chercher à déterminer brièvement les avantages et les inconvénients de chacun de ces moyens.

Il convient auparavant de faire remarquer que, si d'une part cette diversité d'éléments employés à la publicité présente l'avantage d'atteindre plus sûrement les intéressés, car l'on peut toujours espérer que l'acte sera connu, sinon par l'un de ces moyens, du moins par l'autre, en revanche il offre ce grave danger de dérouter les personnes en n'offrant pas un lieu fixe et toujours identique où seraient réunis tous les actes et faits à centraliser. Si, au contraire, tous les actes que la loi désire voir publier, pour des raisons multiples, étaient centralisés au même lieu, tout le monde saurait que là, au centre pour ainsi dire de la vie juridique des personnes, on peut obtenir sûrement tous les renseignements désirés, et qu'il est inutile de les rechercher ailleurs, c'est là un argu-

ment de plus pour le Casier civil. Hâtons-nous d'ajouter, d'ailleurs, que ce dernier ne servirait que de complément à la publicité, il serait dangereux, en effet, de se contenter, comme publicité, de l'inscription de l'acte au Casier civil. On ne peut obliger un créancier, par exemple, à surveiller continuellement le Casier civil de ses débiteurs commerçants pour savoir s'ils sont en faillite. Les journaux et les affiches, comme les registres, auraient encore leur place, mais non plus exclusive comme aujourd'hui ; ils ne seraient plus que les aides et les subordonnés du Casier civil, qui formerait le centre et le noyau de tous renseignements, et qui resterait le vrai centralisateur de la vie juridique des personnes.

A. — Les Journaux.

Il semble, à première vue, difficile de trouver un moyen de publicité plus parfait que le journal ; mis entre toutes les mains, entrant dans toutes les maisons sans exception ou presque, lu dans tous les milieux, il paraît être l'agent tout indiqué, le porteur tout désigné des annonces légales comme de toutes les nouvelles. Un examen rapide montre cependant qu'en réalité, il est loin d'être un moyen aussi parfait qu'on pourrait le supposer. Tout d'abord, tous les journaux ne contiennent pas les annonces légales, et ceux qui les publient ne publient pas dans leurs colonnes tous les actes pour lesquels la loi ordonne ce genre de publication. Les uns publient

certaines annonces, les autres en publient de différentes. En effet, les actes à publier sont nombreux : absence, séparation de corps, de biens, faillite, liquidation judiciaire, changement de nom, etc.; et pour publier tous ces actes, des feuilles multiples sont mises à contribution; le *Journal officiel* publie l'absence, le *Bulletin des Lois* le décret ordonnant le changement de nom, les journaux départementaux les faillites et les liquidations qui intéressent leur département. Mais ces derniers ne sont lus, ou à peu près, que dans les départements, le *Journal officiel* est lu par peu de personnes et parmi celles qui le lisent, combien consultent la partie réservée aux annonces légales? Quant au *Bulletin des Lois* il s'adresse à une catégorie tellement restreinte de personnes, qu'il constitue une très mauvaise méthode de publicité. Heureusement pour les journaux, et pour les intéressés surtout, un élément important vient à leur secours. Dans la ville où est survenue la faillite ou la séparation, la commune renommée agit énergiquement et avertit les personnes non atteintes par les annonces. Mais, ce précieux auxiliaire n'agit que dans un rayon restreint, et, en général, dans la région où le failli ou bien les parties au jugement sont connues, plus loin il est sans force. En résumé, le journal est un bon moyen, l'un des meilleurs même de publicité, mais il manque de bien des qualités pour constituer l'agent idéal de diffusion des nouvelles légales; tantôt il est trop restreint, journaux départementaux, tantôt il est peu lu par la masse, *Bulletin*

des Lois. Il en est de même pour les feuilles qui se sont fait une spécialité des annonces légales ; leurs abonnés forment une fraction infime de la population.

B. — Les Affiches.

Les affiches sont un moyen de publicité certainement inférieur aux journaux. Tout d'abord, et c'est à leur désavantage, elles ne vont pas trouver les intéressés comme le journal, et, en outre, la plupart du temps elles sont posées en des lieux peu fréquentés et où elles passent inaperçues : Etudes d'avoués, de notaires, tribunaux divers. Les actes et faits qu'elles sont chargées de faire connaître, sont cependant nombreux et importants. La plupart du temps, d'ailleurs, elles ne servent qu'à compléter le moyen de publicité précédemment étudié et font double emploi avec lui. Dans les Mairies, les affiches sont, il est vrai, assez lues, car les nouvelles qu'elles annoncent, les mariages surtout, bénéficient de la curiosité générale ; de plus, la Mairie est un lieu passager par excellence. Dans les gros centres ouvriers, cependant, toutes ces nouvelles, bien souvent, passent inaperçues tant elles sont nombreuses, et, il n'est pas paradoxal de soutenir que si, bien souvent, l'on va lire une affiche, c'est parce que l'on a appris, par ailleurs, la nouvelle qu'elle contient et que la curiosité est déjà en éveil et avertie de sa présence.

Elle n'est apposée enfin que dans quelques endroits spécialement désignés et son champ d'action est encore moins large et moins compréhensif que ne l'est celui du journal, elle ne dépasse jamais les bornes de la commune ou le ressort d'une Cour d'appel.

C. — Les Registres.

Le registre possède un grand avantage sur les deux moyens de publicité précédents; alors que l'affiche et le journal ne sont que des avertisseurs passagers d'un acte qu'ils ne font que signaler, le registre reproduit l'acte entièrement et le conserve. Au moins en est-il ainsi pour les registres de l'Etat Civil. L'acte lui-même est inscrit sur le registre et y reste fixé, à la disposition des personnes qui désirent le consulter. Leur publicité est assez satisfaisante, puisque l'on peut soit prendre directement connaissance de l'acte, soit s'en faire délivrer des extraits ou des copies. Il ne faut pas oublier, cependant, que de grandes restrictions ont été apportées par le législateur à cette publicité.

Craignant que dans un but de simple curiosité ou même dans le désir de nuire à quelque personne, l'on ne cherche dans les registres de l'Etat Civil la preuve d'une filiation naturelle, la loi a restreint dans une notable mesure le nombre des personnes pourvues du droit de demander une copie complète de l'acte de naissance. Tout autre que le tuteur, les

ascendants ou descendants, l'enfant lui-même, le Procureur de la République, le représentant légal de l'enfant ne peut plus obtenir, depuis 1906, que des extraits incomplets où figurent seulement les principales mentions.

Si une personne, ne rentrant pas dans les catégories énumérées plus haut, veut une copie complète, elle doit s'adresser au Juge de paix du canton où l'acte a été reçu. Qu'a voulu le législateur ? Evidemment son but a été de protéger les enfants naturels. Pour y parvenir, il a mis des entraves à la publicité des registres de l'Etat Civil, et bien inutilement, à notre avis. Que va-t-il, en effet, arriver en pratique ? L'enfant qui a une filiation légitime ne voudra pas encourir même le soupçon d'une filiation naturelle et, comme il n'a aucune raison pour cacher quoi que ce soit, il donnera une copie complète de son acte de naissance chaque fois que la chose sera nécessaire. Le seul fait de fournir un simple extrait sera donc suspect et éveillera l'attention. Certains auteurs l'ont si bien compris, qu'ils vont maintenant jusqu'à proposer de ne plus mentionner le nom des parents dans les extraits de naissance ainsi délivrés ! « Il serait plus simple, dit à ce propos M. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 1, page 177, il serait plus simple et plus sûr de supprimer les actes de l'Etat civil. »

Il est certain, d'ailleurs, que cette protection par tous les moyens de la maternité naturelle, ne peut produire que des résultats immoraux ; ce n'est pas en offrant aux enfants natu-

rels tous les moyens de cacher leur origine, que l'on inspirera, à eux et à tout le monde, en général, la crainte du concubinage, puisqu'au contraire on offre un moyen d'en pallier les effets. Ils peuvent souffrir, il est vrai, d'une faute qu'ils n'ont pas commise, mais cette souffrance leur enseignera à eux-mêmes, et sera la meilleure preuve qu'il est dangereux de fonder une famille en dehors des formes légales.

Un des plus grands défauts des registres actuels, est la dispersion des actes concernant une même personne et le manque à peu près absolu de traits d'union entre eux. Ici cependant, quelques améliorations ont été apportées, sur certains points tout au moins. Le système employé par le législateur pour réunir plusieurs actes entre eux, consiste en des inscriptions marginales mentionnant un acte inscrit sur un autre registre ou sur le même registre à une époque différente. Un exemple est fourni par l'inscription, qui doit être faite en marge de l'acte de naissance, de l'acte de mariage. Cette précaution a été prise en vue de supprimer la bigamie. On doit, en effet, fournir à l'officier de l'Etat Civil, parmi les pièces nécessaires à un mariage, une copie récente de l'acte de naissance. Si l'officier voit une inscription en marge de cette copie, il demandera au futur époux une preuve de la cessation légale ou naturelle de sa première union. Le contrat de mariage doit également être signalé à l'officier de l'Etat Civil, qui en fera mention. Ce sont là évidemment de bonnes

mesures, mais isolées et ne faisant pas partie d'un système organisé. Nous l'avons dit plus haut, comment trouver l'acte de décès d'une personne sans renseignements personnels ou sans savoir où l'acte a été reçu ? Toute autre serait la situation avec un Casier civil bien organisé, nous le verrons plus loin.

D. — Proclamations faites de vive voix.

Cette méthode de publicité n'a plus cours actuellement, au moins en ce qui concerne le droit civil. Seuls sont encore publiés de cette manière certains Arrêtés municipaux ou préfectoraux, et parfois même dans les villages certains avis particuliers, tels que : défense de chasser ou de faire paître les moutons sur certaines parties du territoire de la commune. Pendant longtemps, les annonces des mariages devaient être publiées de cette façon. Pendant deux dimanches de suite, le Maire devait en faire la lecture devant la Maison-commune. La loi a régularisé en 1907 (art. 63, C. c.), la pratique qui, depuis de longues années, avait abandonné ce moyen primitif et peu efficace de publicité.

Actuellement, les affiches apposées à la porte des mairies sont un moyen plus simple et qui permet de se renseigner d'une façon plus continue. On peut donc dire que relativement à la question qui nous occupe ici, la publicité faite de vive voix a disparu complètement.

E. — Les notifications individuelles.

Les notifications individuelles constituent, à notre avis, la plus parfaite de toutes les formes de publicité, sûre et rapide elle trouve le plus souvent son destinataire et atteint son but, qui est de prévenir. Malheureusement, elle n'est pas toujours possible et elle ne peut être pratique que lorsqu'il s'agit d'une personne unique ou d'un groupe restreint nettement désigné et déterminé. Les jugements, par exemple ceux modifiant l'état des personnes comme tous les autres, sont notifiés aux parties et l'on peut être à peu près certain, avec toutes les précautions accumulées, que ces notifications toucheront les personnes à qui elles sont destinées. Le système qui consiste à prévenir chaque personne individuellement devient plus difficile à pratiquer lorsqu'il s'agit de prévenir tout un groupe, parfois mal délimité ; c'est le cas du mari qui doit prévenir tous les fournisseurs de sa femme, et chacun en particulier, lorsqu'il veut interdire à celle-ci les dépenses du ménage. Mais la méthode devient absolument inapplicable dans les cas très nombreux où la personne qui a intérêt à être prévenue n'est même pas connue. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, lorsqu'un décret autorise un changement de nom, l'insertion faite au *Bulletin des Lois* a pour but de prévenir toutes les personnes qui peuvent y trouver quelque intérêt, mais on ignore encore s'il y en a et combien. En somme, et

d'une manière générale, le régime actuel de publicité présente une diversité de moyens qu'il est impossible de ne pas approuver dans une certaine mesure, comme étant inhérent au but poursuivi lui-même, qui est de prévenir. Il est bien évident qu'à part de rares exceptions, il est assez rare qu'une personne ne soit pas prévenue d'un acte l'intéressant ; si les notes publiées ne tombent pas sous ses yeux, du moins sont-elles lues par quelque parent ou ami qui se chargera de transmettre la nouvelle. Il ne faut pas se méprendre, cependant, sur l'efficacité de notre système de publicité qui, s'il est satisfaisant, n'est certes pas parfait et contient bien des lacunes. Le Casier civil en comblerait une en centralisant, en un lieu unique et facilement accessible, tous les renseignements utiles à connaître sur l'état juridique des personnes.

CHAPITRE II

Des diverses méthodes proposées pour centraliser l'Etat Civil des personnes.

Les méthodes proposées, jusqu'à ce jour, pour centraliser l'Etat Civil des personnes sont nombreuses et variées. Quelques-unes n'ont plus aujourd'hui qu'une valeur historique, leur complication ou leur manque de sens pratique ne leur ayant pas permis d'acquérir d'autre intérêt que celui qui s'attache à un travail ingénieux. D'autres, au contraire, offrent un réel intérêt d'actualité et séduisent par leur simplicité, le peu de changement qu'ils demanderaient aux institutions actuelles et les frais relativement peu élevés qu'exigeraient leur mise en pratique.

Le plus grand nombre des auteurs modernes se rallient autour du tableau complémentaire de l'Etat Civil, sorte de schéma où viendraient s'inscrire, à côté de nos actes de l'Etat Civil actuels et sur les mêmes registres, tous les actes intéressant l'état juridique des personnes. Certes, le système est séduisant par bien des côtés; nous examinerons plus loin quels sont ses avantages et ses inconvénients. Quelques auteurs, plus exigeants, réclament le système de la transcription; il ne s'agirait plus de noter, d'indiquer simplement sur

un registre que tel acte, intéressant telle personne, a été passé, mais l'acte lui-même serait reproduit intégralement, recopié. L'idée d'une imitation du Casier judiciaire a été également proposée, tous les renseignements viendraient s'inscrire sur des fiches individuelles conservées en un centre unique. Deux moyens très originaux, enfin, ont été développés : le livret individuel et l'immatriculation.

Nous étudierons successivement tous ces systèmes, mais en faisant remarquer de suite que chacun d'eux ayant été traité par plusieurs auteurs, ils offrent de nombreuses variantes de détails que nous nous proposons de noter et de discuter à mesure qu'elles se présenteront. Pour chacun d'eux nous prendrons donc un système qui nous servira de type et autour duquel nous grouperons les divergences.

A. — Le tableau complémentaire de l'Etat Civil.

Le système du tableau complémentaire présente un réel avantage, c'est de laisser presque intact l'état de chose actuel et de procéder seulement par voie de changements assez modérés. Il ne bouleverse ni ne supprime aucune institution actuelle ; il ne crée non plus aucun rouage nouveau ; il utilise ce qui existe en le transformant dans un sens nettement progressif. Aussi, réunit-il un grand nombre d'auteurs qui tous sont d'accord sur les grandes lignes de la méthode et diffèrent seulement sur des points de détail. Le principe est

celui-ci : un tableau sur lequel viennent s'inscrire, avec les renseignements simplement indispensables, les actes créant ou modifiant un état juridique. Le grand reproche que nous ferons à ce système, est de ne pas créer un dépôt central et de fractionner la centralisation en autant de centres qu'il y a de tribunaux civils d'arrondissements. La table de natalité ne comble pas, à notre avis, cette lacune,

L'idée de la centralisation des actes intéressant l'état des personnes sur un tableau qui servirait ainsi de complément à l'Etat Civil actuel, a été développé, avec une certaine ampleur, parmi d'autres auteurs, par M. Legrand : *De la Publicité concernant l'état et la capacité des personnes, le Casier civil*. Thèse pour le doctorat, Paris, 1900. Nous allons étudier le tableau complémentaire, lui-même. Les bulletins qui servent à la correspondance, la publicité du Casier civil et la valeur de ses extraits, puis nous ferons les réflexions et objections que la méthode proposée nous aura suggérées.

Le tableau est inséré sur l'un des registres actuels de l'Etat Civil, celui qui est déposé au Greffe du Tribunal civil. Afin de recevoir ces nouvelles écritures, ce volume est légèrement modifié ; on lui donne un nombre de feuillets double de celui qui restera aux archives de la commune. Les actes de naissance, de mariage et de décès sont inscrits au recto seulement des pages, et le verso est réservé aux mentions constituant le Casier civil. Ces mentions trouvent leur place en regard de

l'acte de naissance. Le lieu de centralisation est donc, pour chaque personne, la commune où elle est née. Le choix du lieu de naissance, comme centre de la vie juridique d'une personne, implique que dans chacun des actes qui devra être centralisé figure le lieu de la naissance de la personne dont l'état est modifié. Il importe, en effet, que l'officier chargé d'expédier le bulletin qui mentionne l'acte sache où l'envoyer.

M. Legrand demande donc, et ce serait une réforme excellente, que le lieu de naissance de l'individu figure dans chaque acte à côté du nom. Le tableau est donc inscrit au verso de l'acte de naissance de l'individu. Il est divisé en quatre colonnes où chaque acte prévu a sa place assignée. Dans la première colonne prennent place : les événements se rattachant à l'acte de naissance, les jugements rectificatifs de l'Etat Civil, le décret de naturalisation et l'autorisation de résider en France, l'adoption, la reconnaissance d'enfant naturel et la filiation. Dans la seconde : le mariage, le contrat de mariage, demande en séparation de bien et jugement qui le prononce, jugement de divorce et de séparation de corps, séparation de bien résultant du jugement de divorce ou de séparation de corps, réconciliation des époux après une séparation de corps et acte passé devant notaire de la reprise de la vie commune, jugement de conversion de séparation de corps en divorce, décès de l'autre conjoint. Dans la troisième : filiation, acte de naissance de l'enfant légitime, légitimation, acte de reconnaissance de l'enfant naturel, arrêts d'adoption ;

ces mentions doivent être faites, s'il y a lieu, dans le Casier civil des deux époux. Enfin, dans la quatrième colonne : émancipation et retrait d'émancipation, interdiction judiciaire et mainlevée, nomination d'un conseil judiciaire et mainlevée, interdiction légale et autres déchéances civiles résultant de condamnations criminelles, tutelle, co-tutelle, protutelle et actes y mettant fin, déclaration de commerce faite au Greffe du Tribunal de commerce, jugement de faillite ou liquidation judiciaire, réhabilitation, nomination à des fonctions de comptable de deniers publics, diplômes obtenus, grades, décoration.

A la suite du tableau seront mentionnés le décès et l'absence.

Ce tableau, inscrit près de l'acte de naissance, présenterait donc bien dans son ensemble la vie juridique d'une personne et ses fluctuations. Afin de venir en aide aux officiers de l'Etat Civil des petites communes, dont l'instruction peut parfois laisser à désirer, les tableaux seraient tout imprimés et contiendraient seulement en blancs les espaces à remplir par l'officier.

Nous allons maintenant étudier le bulletin qui servira d'intermédiaire entre l'officier qui a reçu l'acte et le greffier chargé de le centraliser. C'est simplement un petit carré de papier sur lequel est imprimée une formule unique pour chaque catégorie d'acte, avec, pour faciliter la tâche de l'offi-

cier de l'Etat Civil, le numéro de la colonne où cet acte doit figurer. Les mentions faites sur le bulletin sont très sommaires ; elles comprennent le lieu où l'acte a été passé, la nature de cet acte et sa date, les noms et prénoms des parties, la date et le lieu de leur naissance, la date de l'envoi du bulletin, et afin de l'authentifier, la signature de l'officier qui l'expédie. Nous sommes obligés de convenir que ce système de bulletin paraît satisfaisant. Il ne présente pas, comme le système de la transcription que nous trouverons plus loin, le défaut capital de multiplier les écritures par la copie intégrale de l'acte, et il contient toutes les énonciations suffisantes pour donner par sa seule lecture une idée générale de l'acte, et, si cela ne suffit pas, pour permettre de le retrouver facilement. Ainsi donc, l'officier qui a reçu l'acte ou qui est chargé de rédiger le bulletin, — par exemple : l'officier de l'Etat Civil qui a reçu un mariage dans une commune où l'un des contractants où même les deux mariés ne sont pas nés, ou bien le greffier d'une Cour d'appel qui a, entre les mains, un jugement modifiant d'une façon quelconque l'état d'une personne, — cet officier, dit l'auteur de la méthode, devra dans les trois jours qui suivront, envoyer le bulletin au procureur de la République, dans le ressort duquel se trouve la commune où est née la personne dont l'état est modifié. Dans les trois jours également, ce magistrat devra transmettre ce même bulletin au greffier du Tribunal de première instance, dans le Greffe duquel se trouvent les registres de l'Etat civil

de la même commune dont nous venons de parler. Le greffier jouira du même délai pour effectuer la mention, de telle sorte que, en neuf jours au maximum, l'acte passé sera signalé sur le tableau à la place qui lui est assignée.

Tous ces envois et ces mentions se feront d'ailleurs d'office. Après avoir ainsi servis en quelque sorte de messagers, de véhicules, à l'acte qu'il s'agit de centraliser, les bulletins sont conservés par le greffier qui les dépouille à la fin de l'année, les catalogue et les classe d'abord par commune, puis par lettre alphabétique, et les envoie ensuite dans chaque commune, où ils seront conservés et formeront un double, qui garantira contre les chances toujours possibles de destruction.

Voilà, en somme, l'économie du système ; il ne nous reste plus, avant d'en faire la critique, qu'à exposer quelques idées secondaires sur la publicité et la valeur des extraits, la question des frais supplémentaires paraissant à peu près négligeable.

La publicité aurait, comme actuellement, une double forme ; consultation directe des registres et extraits délivrés, sur feuille volante, par le greffier. Ces derniers, étant donné le travail supplémentaire dont serait chargé le gardien des registres, donneraient lieu à une légère redevance de 0 fr. 50. Il est bon de remarquer que ces extraits prendraient une réelle importance, puisque les inscriptions marginales actuelles

disparaîtraient. Dans tous les cas où la loi en exige actuellement la production, un extrait devrait être produit.

Quant à la valeur juridique de ces extraits, on a fait remarquer, non sans raisons, qu'ils n'étaient eux-mêmes que la reproduction d'une copie de copie ; or, en général, la loi ne reconnaît à ces écrits aucune valeur probante. Il est bon de remarquer, cependant, que la seule pièce intermédiaire entre l'acte initial et le tableau complémentaire est rédigée par un officier public et transcrite par un autre officier du même ordre. Une pénalité sévère contre les fautes volontaires et une responsabilité assez large des erreurs donneraient au système une garantie très suffisante de sincérité.

Voici donc exposée la méthode dans son ensemble ; voyons maintenant quels en sont les points faibles et quelles en sont les parties qu'il conviendrait de modifier à notre avis.

Constatons tout d'abord, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire déjà, que, dans son ensemble, le système paraît satisfaisant ; il offre un moyen de centralisation rapide et qui réunit auprès d'une pièce capitale, l'acte de naissance, tous les faits juridiques intéressant l'état d'une personne ; il est simple, peu coûteux et ne change guère les institutions actuelles. Cependant, si l'on descend dans les détails, on apercevra bien des imperfections. Celle qui frappe, tout d'abord, c'est l'unité du registre sur lequel se font les mentions. L'auteur, il est vrai, couvre en partie les risques de perte en

envoyant dans les archives de la commune les bulletins qui ont servi à transmettre les mentions, mais ce n'est guère là qu'un palliatif assez imparfait. Ces bulletins, en effet, sont reliés, et, pour une même personne, tous ceux qui la concernent se trouveront dispersés dans une quantité de volumes. Que le registre du Greffe soit détruit ou perdu, et il faudra compulsuer tous ces volumes pour avoir les renseignements nécessaires. De plus, et c'est là un inconvénient signalé par l'auteur lui-même, pendant l'année en cours le greffier ne possède aucun registre ; ils sont tous deux à la Mairie et aucune mention ne peut donc être faite. Le greffier va-t-il conserver par devers lui les bulletins concernant ces registres, pour les inscrire seulement à la fin de l'année, lorsque les registres lui reviennent ? Comme la même situation se renouvelle pour toutes les communes, le greffier pourra se trouver en face d'une accumulation de bulletins. M. Legrand objecte, il est vrai, que, durant la première année de l'existence, les modifications de l'état sont peu nombreuses. Est-ce si certain que cela ? C'est le plus souvent pendant cette période qu'ont lieu les reconnaissances d'enfants naturels, et d'autres actes peuvent intervenir également, tels que l'ouverture d'une tutelle.

Un autre inconvénient consiste, à notre avis, à donner cette nouvelle charge aux greffiers. Ils sont, à vrai dire, responsables des registres de l'Etat civil actuels. Mais il n'y a là pour eux aucun travail supplémentaire comparable à celui

dont on veut leur confier l'exercice. La seule chose à laquelle ils sont tenus est la délivrance des actes qui leur sont réclamés; mais de là à tenir au courant tout un ensemble de tableaux, tels que les conçoit l'auteur, il y a un abîme. La légère rétribution qu'ils touchent actuellement, lorsque l'on veut consulter dans leur étude les registres de mariage, naissance et décès, ou la somme peu élevée qu'ils perçoivent lors de la copie d'un acte, peut bien les rémunérer du dérangement ou du temps qu'ils emploient ainsi; mais, rien dans la méthode proposée ne les indemniserait de toutes les écritures qu'ils devraient faire, et même, nous en sommes convaincus, des employés supplémentaires que, dans nombre de villes, ils se verraient contraints d'engager. On éviterait, il est vrai, la création de nouveaux fonctionnaires, et ce ne serait certes pas un mince avantage, mais pour faire retomber tous les frais sur de simples particuliers, ce qui ne saurait se justifier. On objecterait à tort que le plus grand nombre d'actes à délivrer comblerait cette injustice; car, dans certains arrondissements composés de villes peu importantes ou de communes rurales, les greffiers auraient souvent beaucoup de travail, car certains actes se font nécessairement et devront être inscrits, et, la vie juridique ou commerciale étant peu développée, ils auraient peu d'actes à délivrer. Il ne faut pas oublier, en effet, que cette centralisation a pour principal but de renseigner, d'étayer et d'assurer le crédit. Nous venons de le dire d'ailleurs, la redevance qui leur est attribuée couvre

leurs frais immédiats, et rien ne vient rémunérer la grosse quantité d'écritures qu'ils auraient obligatoirement à faire, pour transcrire quantité de mentions dont jamais il ne leur sera demandé copie.

Il convient de mentionner aussi les chances d'erreurs qui résultent d'une si grande correspondance et entre des officiers publics d'une instruction fort diverse. Les maires de petites communes pourront évidemment se tromper, lorsqu'il s'agira de transmettre l'avis d'un acte passé devant eux et qui doit se centraliser dans un autre arrondissement.

Un défaut beaucoup plus grave, c'est que l'auteur s'arrête dans son idée de centralisation, sans oser, semble-t-il, la pousser jusqu'au bout. Il est bien évident, en effet, que l'idée de centralisation amène tout naturellement à grouper tous les actes intéressants en un lieu unique, où ils formeront une masse méthodiquement rangée et facile à consulter. Le fractionnement de cette masse, en autant de parties qu'il y a d'arrondissements, ne peut présenter que des inconvénients. Il est vrai qu'il faudrait alors renoncer à inscrire le tableau complémentaire sur les registres de l'Etat Civil, et, par conséquent, dénaturer tout le système. Nous nous réservons d'étudier plus tard les avantages que procurerait une réunion de tous les renseignements concernant toutes les personnes, en un lieu unique et central.

Nous avons dit, en débutant, que de nombreux systèmes avaient été proposés, à peu près semblables à celui qui vient d'être développé, et ne différant que sur quelques points. Voici quelques-unes de ces variantes. En premier lieu, tous les auteurs ne s'accordent pas sur le nombre et la nature des actes à centraliser. Certains, ne voyant, dans une plus large publicité, qu'un moyen de rendre plus facile les recherches d'actes de l'Etat Civil ou de réprimer la bigamie, ne songent qu'à mettre en relief les actes nécessaires pour réaliser le but qu'ils poursuivent. D'autres vont jusqu'à proposer que soient également centralisés et publiés la photographie et un modèle de la signature de chaque individu. C'est là, certainement, une exagération, car photographie et signature changent avec l'âge.

Une modification proposée, plus profonde, est la suivante : On a émis l'idée de centraliser, non plus les énonciations essentielles de l'acte et permettant simplement de connaître son existence et de le retrouver, mais l'acte lui-même, intégralement. Pour arriver à ce but, lorsqu'un acte qu'il y a lieu de centraliser serait passé, une double copie de cet acte serait adressée sur papier libre au procureur de la République, qui les expédierait au greffier du Tribunal d'arrondissement et au maire de la commune d'origine. Ceux-ci recopieraient cet acte sur un registre spécial. Que d'écritures et quelle énorme accumulation de documents ! C'est alors que l'argument dont nous nous sommes servis plus haut, relati-

vement au surcroît de travail des greffiers, prendrait toute sa force ! Et comment s'y reconnaître, d'une manière rapide et pratique, au milieu de ces volumes dont le nombre deviendrait vite considérable dans les centres importants ? Il paraît bien suffisant de donner aux particuliers connaissance de l'existence d'un acte et toutes facilités pour le trouver.

Une autre variante consiste à prendre modèle sur le casier judiciaire et à donner une fiche à chaque individu. C'est sur cette fiche, et non plus sur le registre de l'Etat Civil ou sur un registre spécial, que viendrait s'inscrire le tableau complémentaire de l'Etat Civil. Cette idée semble tout à fait satisfaisante. Elle offre l'avantage de ne modifier en aucune façon les registres actuels, de ne pas les surcharger et de n'en pas créer de nouveaux. Ces fiches, classées par lettres alphabétiques, ne seraient pas difficiles à manipuler, malgré leur grand nombre, et on retrouverait bien vite l'individu dont on recherche l'Etat Civil, pourvu que ses nom, prénoms et lieu de naissance soient connus. La facilité de recherche serait autrement simple qu'à la Sûreté générale, où, cependant, un inspecteur quelque peu accoutumé arrive à identifier, en quelques instants, un individu dont il possède seulement le signalement. Nous retenons d'ailleurs cette idée de fiche individuelle, avec l'intention de la développer plus longuement.

**B. — Système général d'immatriculation
de M. Hébert.**

C'est dans un livre publié à Rouen, en 1844, que M. Hébert a tenté d'instituer un système original, que nous ne rappelons qu'à titre historique, mais qui vaut d'être quelque peu étudié à cause de son originalité même et eu égard à l'audace de la conception.

L'auteur, en effet, ne se propose pas seulement de centraliser l'état des personnes, sa conception est beaucoup plus vaste et sa méthode embrasse non seulement les individus, mais les biens. C'est ce qui explique que, parmi les fonctionnaires centralisateurs, nous allons rencontrer le conservateur des hypothèques.

Le premier lieu d'immatriculation est le lieu de naissance ; mais ce lieu n'est pas immuable, et il suffit pour en changer de prévenir le bureau des hypothèques et de faire reporter son compte sur le registre du conservateur, dans le ressort duquel se trouve la nouvelle commune où l'on a élu domicile ou résidence. En cas de naissance hors de France, le lieu d'immatriculation serait Paris.

Dans les dix jours donc de la naissance, le maire devra envoyer, sur papier libre, un extrait de l'acte de naissance de chaque individu au conservateur des hypothèques. Celui-ci,

ayant un registre spécial pour chaque canton, inscrit sur ce registre un extrait de l'acte de naissance. Cet acte se trouve numéroté, et c'est ce numéro qui deviendra le matricule de l'individu et ne le quittera qu'à son décès. Le conservateur informe le maire du numéro de l'acte de naissance, et l'officier de l'Etat Civil est tenu de mentionner ce numéro sur une liste des personnes immatriculées dans la commune.

C'est un système bizarre qui tend tout simplement à numérotter chaque individu et à grouper autour de ce chiffre tous les renseignements relatifs, soit à la personne, soit à la fortune de chaque citoyen. L'auteur dit, au début de son ouvrage : « Il se pourra que quelques-uns considéreront nos propositions comme n'étant que des utopies..... » Sauf quelques institutions intéressantes comme celles dont nous allons dire quelques mots, nous croyons que ces « quelques-uns » n'auront pas tort, et, c'est fort heureux, car ce n'est rien moins qu'une véritable inquisition que la mise en pratique de ce système, si elle était possible, instituerait.

L'institution dont nous voulons parler est un comité cantonal de surveillance, composé du juge de paix, du greffier, des notaires du canton et de quelques notables. Ses attributions consisteraient à surveiller les registres de l'Etat Civil et à en signaler les erreurs. C'est une idée réalisable, mais bien peu utile. La pratique a démontré que tous les maires, même les plus ignorants, suffisaient à leur tâche, et, s'il leur arrive de

commettre quelques erreurs, elles seront infailliblement reconnues le jour où l'acte sera produit pour une raison quelconque et tombera entre les mains d'un fonctionnaire plus instruit.

Nous tenions à signaler ce système, malgré son côté peu pratique. Avant de terminer ce chapitre, nous allons étudier le livret civil, dont l'idée a déjà reçu plus d'une application particulière et intéressante.

C. — Le livret civil.

L'un des grands reproches adressés au Casier civil est de nécessiter, lorsqu'une personne désire un renseignement, une dépense assez considérable de temps, de correspondance ou de voyage. Beaucoup plus simple serait le système qui permettrait à chaque individu de transporter toujours sur lui son Etat Civil, et de le présenter chaque fois que la chose serait nécessaire. C'est en réponse à ce désir que l'on a tenté de créer le livret civil. Le principe est celui-ci : Un livret sur lequel viendrait s'inscrire tout ce qui peut intéresser l'état des personnes et que chaque individu pourrait porter sur lui. A première vue, cette idée paraît réaliser de grands avantages ; voyons-en cependant le détail.

Le mécanisme comprend trois rouages : l'acte de naissance, le livret minute et le livret individuel. Et ce système se

rattache au précédent en ce que son auteur est partisan du numérotage des personnes, de l'immatricule. Le numéro qui s'attache à la personne est celui qui est inscrit en marge de l'acte de naissance. Comme conséquence de l'importance ainsi donnée à cet acte, le lieu où il a été passé et la date à laquelle il a été reçu devront figurer sur tous les actes. Le livret ne sera pas délivré à tout le monde au moment de la naissance, car, dans bien des cas, il n'y aurait pas grand chose à mentionner, mais seulement au moment où surviendra un acte suffisamment important pour le motiver.

« Dès qu'un événement un peu marquant et l'intéressant viendra à se produire, de ce jour, mais de ce jour seulement, lui sera acquise une véritable et effective individualité, et, par conséquent, le droit au livret.... » Levivier, thèse, p. 59. — « Le principe est qu'on ne dresse ce livret que le jour où il devient nécessaire. » « A l'époque du mariage pour le plus grand nombre. » *Idem*, p. 60.

C'est alors la Mairie du lieu de naissance qui le délivre.

Voyons un peu ce qu'il est et comment il va fonctionner. Nous parlons du livret minute actuellement et arriverons ensuite au livret individuel. Sur ce livret viennent s'inscrire tous les faits ou actes de nature à déterminer la personnalité de l'individu ou à influencer sur elle : profession, domicile, naissance, filiation active (descendants), filiation passive (ascendants), légitimation, reconnaissance d'enfants natu-

rels, etc. Ce sont, à peu de chose près, les mêmes actes que nous avons énumérés dans le système du tableau complémentaire ; il est donc inutile d'en recommencer la nomenclature. Tous ces actes viennent s'inscrire sur le livret minute, au fur et à mesure de leur confection, et ce livret devient donc une sorte de tableau, un centre vers lequel convergent tous les renseignements et les actes. C'est exactement le tableau complémentaire transporté sur un petit livre mobile et détaché, mais destiné, comme lui, à rester en un lieu immuable, la Mairie au lieu du Greffe. On peut déjà remarquer ici qu'il était inutile d'innover sur ce point ; la théorie du tableau complémentaire suffisait, il n'y avait qu'à lui adjoindre le livret individuel, que nous allons étudier maintenant.

Le livret individuel est la reproduction du livret minute, avec quelques mentions en plus : signalement, signature légalisée et photographie. Comme le livret minute ne doit pas sortir de la Mairie, on comprend que ces divers et nouveaux éléments n'y figurent pas, puisqu'ils sont destinés à établir un lien entre le propriétaire du livret individuel et ce livret lui-même. En principe donc, le livret individuel n'est que la reproduction exacte du livret minute, « un *vade mecum* » que chaque particulier porte avec lui et qui reproduit sa vie juridique, comme le livret minute lui-même.

Mais à mesure que de nouvelles mentions viendront s'inscrire sur le livret minute, il faudra tenir au courant le livret

individuel, sinon il ne serait plus la reproduction exacte, le sosie du premier, et il serait alors non plus une source de progrès, mais une source d'erreurs ; en effet, les personnes, à qui un individu montrera son livret, devront pouvoir attacher à celui-ci une foi entière et se fier à lui en agissant selon les mentions qu'ils y auront relevées. Sinon, tout le système est inutile et s'écroule. Il semble bien d'ailleurs que là soit la faiblesse irrémédiable de la méthode. Pour arriver à la conformité des deux livrets, chaque personne devra, soit à des moments déterminés, à des époques fixées, soit chaque fois qu'un événement important sera survenu, faire reviser son livret. Elle le portera donc au conservateur de la minute, qui lui délivrera un récépissé, et lui rendra son livret contre ce même récépissé, lorsque la mention sera inscrite. Le moins que l'on puisse dire c'est que tout cela est bien compliqué.

Ce système présente bien des inconvénients.

Il oblige à la création de fonctionnaires nouveaux et nombreux, à des écritures compliquées et innombrables, à tout un ensemble de mesures délicates et difficiles. De plus, bien des points restent incertains. Qui décidera, en effet, du jour où un livret sera délivré ? Est-ce le maire ou l'intéressé lui-même qui jugera si l'acte est suffisamment important pour mériter la confection d'un livret ? Dans le premier cas, voit-on le maire d'un hameau, même aidé de l'instituteur, prendre cette décision ? Ou bien en référeront-ils au sous-préfet ? Et,

dans le second cas, voit-on également l'intéressé lui-même se prononcer sur l'opportunité de l'obtention d'un livret ? Voilà certes un point qui aurait gagné à être approfondi et élucidé.

Enfin, et surtout, on ne voit guère ce qui pourra garantir de la conformité des deux livrets. La personne, à qui un livret individuel sera présenté, pourra toujours craindre qu'un acte ait été oublié ou omis. Rien, surtout, ne lui prouvera que, depuis le dernier acte inscrit, de date aussi récente soit-il, il n'en est point survenu un autre, non encore inscrit celui-là, et qui modifie profondément l'état du possesseur du livret. D'où, pour avoir une certitude complète, l'obligation de se reporter au livret minute, de le consulter ou d'en réclamer un extrait. Et alors à quoi sert le livret individuel ?

Enfin, sur une pièce aussi importante et toujours en possession de l'intéressé, des faux sont à craindre, et il faudrait, pour les refréner, de sévères sanctions. Il est vrai d'ajouter que ce dernier point n'est pas insurmontable ; quelques exemples, énergiquement appliqués, pourraient en avoir raison.

Et cependant, objectera-t-on, des exemples ont reçu application et fonctionnent actuellement. Le livret de famille est connu de tous, et les mentions qui doivent y être inscrites se font régulièrement. Elles sont cependant assez nombreuses

déjà, et le livret civil n'en serait que l'extension et la généralisation.

Le livret civil fournit, il est vrai, quelques renseignements d'ordres divers : filiation, âge, domicile, mariage, enfants, contrat de mariage s'il en a été passé un, mort du conjoint, nouveau mariage, etc. Mais ce livret est-il tenu bien exactement ? Pour le domicile, par exemple : il est mentionné une fois pour toutes au milieu des autres énonciations, et le possesseur du livret aura beau transporter son foyer partout ailleurs, cette mention ne changera pas. Combien de fois la mention du décès des enfants, par exemple, fait-elle défaut ? Aussi le livret civil ne peut guère servir qu'à titre de renseignement. Si l'on veut une certitude, il faut avoir recours à d'autres moyens et remonter à la source, sinon pour les mentions qui y sont inscrites et qui sont suffisamment certaines, du moins pour celles qui peuvent ne pas y figurer, soit par oubli, soit par négligence.

Or, s'il suffit pour le livret de famille de pouvoir servir à titre de simple renseignement, il n'en va pas de même du livret qui servirait à centraliser tous les renseignements de l'Etat Civil, pris dans son sens le plus large et le plus compréhensif. Ce dernier, en effet, sous peine d'être inutile, doit faire naître dans l'esprit de celui à qui il est fourni une certitude absolue. Il faudrait pour cela que le livret individuel soit fréquemment remis au conservateur et collationné avec le

livret minute. Or, de deux choses l'une, ou bien le livret individuel sera soumis de temps en temps au fonctionnaire centralisateur, et celui-ci sera débordé par le nombre, car chaque personne devra se conformer à cette obligation ; ou bien le livret, qui n'aura pas été tenu au net ou collationné depuis une date très récente, ne fournira aucune garantie de sincérité, celui à qui il est fourni pouvant toujours craindre qu'un acte modifiant la capacité du possesseur du livret soit intervenu entre la date de la dernière visite au conservateur et le jour où il lui est présenté.

Enfin, il faut compter les inconvénients qui résulteraient des pertes de livret qui seraient fréquentes, s'il était étendu à chaque individu, et les fraudes qu'il permettrait de réaliser par de fausses mentions inscrites sur le livret.

En dernier lieu, il est permis de ne pas approuver le système d'immatricule. Le fait de numérotter chaque individu à sa venue au monde, en dehors des difficultés matérielles d'application, répugne à nos idées. Le nom qui sert à individualiser chaque personne a été, presque toujours du moins, porté par les parents ; il conserve quantités de souvenirs et sert, en passant d'individu en individu, à marquer la filiation et à conserver la famille. Le simple numéro même simplement juxtaposé au nom, afin de favoriser les recherches ou les services de l'Etat, a quelque chose de brutal et d'impersonnel. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que les deux

seuls auteurs qui, à notre connaissance, ont préconisé ce système, MM. Hébert et Levivier, s'occupaient dans leurs ouvrages d'individualiser d'une manière certaine, de fixer les immeubles autant que les personnes ; et c'est pour arriver à ce double but qu'ils préconisaient ce moyen, par trop mathématique, de recenser et marquer les individus.

En résumé, si la mobilité du livret individuel peut séduire à première vue, par la facilité avec laquelle on peut le présenter à toute réquisition, cette méthode de centralisation ne paraît pas devoir retenir le législateur, à cause de son manque de certitude ou sa trop grande dépense d'écriture.

Avant de passer à l'étude du système anglais, qui nous servira, pour une bonne part, de modèle dans la méthode que nous proposerons, il nous paraît intéressant de mentionner quelques institutions non officielles et purement privées, mais qui offrent cette particularité de réunir et de conserver tous les documents se rapportant à une même famille, et de fournir ainsi une aide précieuse aux recherches que les membres de cette famille peuvent avoir, un jour ou l'autre, à faire. Nous voulons parler du livre de raison, et de ce que nous nommerons le livre de famille.

Ce sont, nous le répétons, des créations privées assez répandues d'ailleurs, mais qui offrent de grands avantages étant donnée l'organisation défectueuse de notre Etat Civil actuel.

D. — Le livre de famille.

Le livre de famille offre ceci de particulier c'est que, sauf la première page consacrée à chaque personne de la famille prise individuellement, il ne se compose que de documents authentiques reliés entre eux, ou, tout au moins, de pièces présentant un caractère de certitude non contestable. D'où l'avantage de procurer des renseignements indiscutables et qui font foi, par eux-mêmes, des faits qu'ils énoncent. Il est bon de remarquer ici qu'autant il était, à notre avis, inutile de mentionner dans un registre public et officiel les honneurs et les diplômes obtenus par les particuliers, autant ces faits se comprennent et trouvent leur place naturellement dans un volume destiné à rester dans une famille, et à y perpétuer le souvenir des distinctions ou des grades obtenus par ses membres. Ces diplômes, d'ailleurs, vont constituer avec les copies de l'Etat Civil, ou, plus anciennement, les extraits des registres de baptêmes, mariages et décès des antiques paroisses, le fond même de cette petite bibliothèque familiale dont voici la description.

Sur une première page est inscrit le nom du chef de famille et sa filiation : fils de..... et de.....; la date et le lieu de sa naissance; la date et le lieu de son baptême, de son mariage civil, de son mariage religieux, de son décès, et le lieu où il est inhumé. Les mêmes mentions sont également

faites pour sa femme avec, en moins, le lieu et la date des mariages civils et religieux ; ceux-ci, en effet, ayant déjà été mentionnés plus haut. Un blanc étant laissé pour une seconde union possible, vient la filiation, que l'auteur du livret civil étudié plus haut nomme la filiation active, c'est-à-dire la nomenclature des enfants du chef de famille. Sont simplement inscrits les prénoms, lieux et dates de la naissance de chaque enfant. Enfin, un large espace est réservé pour la photographie des deux parents et pour une courte biographie, où sont résumés les faits les plus importants et les plus saillants de l'existence de la personne à qui la page est consacrée. Une page semblable n'est réservée qu'au chef de famille, c'est-à-dire à l'aîné et à ses descendants immédiats. Par exemple, si un homme a cinq enfants, chacun d'eux se voit consacrer une page ; mais, le livre restant à l'aîné, la descendance des autres enfants, c'est-à-dire de ses frères et sœurs, n'y sera plus mentionnée ; libres d'ailleurs, à eux, de créer un autre livre de famille.

Cette première page ainsi comprise, sont réunis auprès d'elle, et lui faisant suite, tous les actes authentiques ou tous les brevets, diplômes, nominations à des carrières publiques, qui se rapportent à cette personne. Les principales de ces pièces sont constituées par les copies authentiques, toutes les fois que la chose est possible, des actes de naissance, baptême, mariages religieux et civils, acte de décès, et par les décisions émanant des pouvoirs publics ou d'administra-

tions privées et nommant le titulaire à une fonction nouvelle ou lui procurant un avancement. Enfin viennent les diplômes, décorations, honneurs de toutes espèces, nominations à des fonctions électives, depuis les plus modestes jusqu'aux plus élevées.

Ainsi, en feuilletant cet assemblage de pièces ainsi constituées, on trouve la vie entière d'un individu ou d'une famille, et non seulement y sont contenues des mentions propres à flatter la vanité, mais aussi des faits de la plus grande utilité, tels que dates et lieux de naissances, de mariages et de décès, et, le plus souvent, avec leur preuve authentique même, ce qui est précieux. C'est, en somme, une troisième garantie que s'offrent les familles contre les chances de destruction des registres de l'Etat Civil.

Que faut-il penser de cette institution assez peu fréquente, il est vrai, et purement particulière ? A notre avis, elle est excellente à tous points de vue. En-dehors de l'avantage de conservation que nous venons de signaler, elle est de nature à développer et à entretenir, dans une large mesure, l'esprit de famille en entretenant, par des témoins non douteux, le souvenir des aïeux et de ce qu'ils furent. L'influence moralisatrice ainsi exercée est, à notre avis, un facteur qui n'est pas à négliger. C'est un peu la reconstitution des livres romains sur lesquels l'enfant était inscrit, lorsque, après avoir été déposé aux pieds de son père, quelque temps après sa nais-

sance, celui-ci le relevait et le prenait dans ses bras, indiquant ainsi qu'il l'acceptait et le regardait comme faisant partie de la *gens*. Cette dernière cérémonie a disparu, comme une coutume surannée, mais l'inscription sur un registre a conservé toute son utilité. C'est un moyen particulier de conserver des actes, somme toute précieux ; et les inscriptions fixées sur la première page permettront, dans tous les cas, par les énonciations qu'elles contiennent, de retrouver très facilement tous les actes authentiques et intéressant la famille. Il est d'ailleurs bien entendu que ce genre de livre ne peut être tenu que d'après l'initiative privée, de même d'ailleurs que les ensembles de notes dont nous allons parler.

Avant cependant de quitter cette institution, nous voulons répondre à une objection qui lui est souvent adressée. Les actes qui composent ce volume sont d'un prix assez élevé ; les actes de l'Etat Civil coûtent assez cher et les familles aisées seules pourront se procurer l'avantage qu'il comporte. Les familles vivant de leur seul travail, et souvent ce sont les plus nombreuses, et celles qui comptent le plus de membres, ne pourront faire cette dépense. Le papier timbré et les frais ne s'élèvent presque jamais à moins de 2 fr. 50, et, répétée pour tous les actes, la somme peut devenir importante. Tout d'abord, les faits qui motivent ces actes se renouvellent assez peu fréquemment, et à des intervalles assez éloignés, pour rendre la dépense très supportable pour des bourses même

très modestes. De plus, les Mairies délivrent ces actes, lorsque la demande leur en est faite, sur papier libre et à titre de renseignements administratifs. Les frais sont alors très peu élevés, 0 fr. 55 par acte, et la copie ainsi délivrée est certifiée conforme par le maire et revêtue de sa signature. Il y a là une grande facilité accordée aux bonnes volontés.

E. — Le livre de raison.

Bien différente de la précédente est l'institution, plus répandue celle-là, du livre de raison. Dans ce que nous avons appelé le livre de famille, les renseignements ont une réelle valeur documentaire, puisqu'ils émanent d'écrits authentiques ou présentant un ensemble de garantie qui les rend non douteux ; ici, au contraire, les notes prises par les particuliers n'ont plus de valeur que dans la mesure où l'on peut accorder confiance à celui qui les a écrites. Ce sont simplement des notes prises au jour le jour, à mesure qu'un événement important se produit dans la famille, et inscrites sur un registre spécial. Ces écrits relatent généralement le fait simplement, avec sa date et le lieu où il est survenu. Si, par exemple, il s'agit de conserver le souvenir d'un mariage, on indiquera le nom des deux époux, le lieu où le mariage s'est passé et sa date. Comme d'ailleurs tout dépend de la personne qui tient le livre et de la conception qu'elle s'en fait, les faits

peuvent être signalés d'une manière plus ou moins étendue et avec un luxe plus ou moins grand de détails.

Cette manière de conserver les souvenirs familiaux est moins méthodique, moins certaine et moins sûre que la précédente, mais elle donne plus libre carrière à l'initiative, à la littérature et à un genre narratif qui donne des résultats moins certains, mais plus vivants et plus détaillés. Au reste, comme nous sommes sur un terrain privé, rien n'empêche de joindre en un seul les deux registres et de cumuler ainsi leurs avantages.

CHAPITRE III

La méthode anglaise de centralisation de l'État Civil.

Avant d'aborder l'étude du système qui nous paraît le meilleur, il nous reste à décrire la méthode de centralisation anglaise, qui, par sa simplicité, sa netteté et son côté pratique, constitue un véritable modèle du genre. Quelques reproches, cependant, peuvent lui être adressés : par exemple, les actes à centraliser sont très peu nombreux en Angleterre, beaucoup trop peu nombreux à notre avis. Mais cette remarque ne saurait en rien toucher à l'essence même du système, ni à son mécanisme ; et il y a, entre l'État Civil français et anglais, une telle disproportion en notre défaveur, qu'une imitation pure et simple serait déjà un grand progrès. Mais ce ne serait pas, à notre avis, encore suffisant ; et si, d'ailleurs, nous nous proposons de prendre modèle, nous n'avons nullement l'intention de copier servilement.

Avec leur sens pratique bien connu, les Anglais ont compris combien il importait, dans un système rationnel de centralisation, d'avoir un dépôt unique où tous les renseignements viendraient converger. C'est là, certainement, le point

capital de leur organisation, le plus précieux, et celui qui leur donne sur ce terrain un grand avantage. Ce centre, rendu facilement accessible aux investigations par des tables nominales publiées à des périodes fixes, est comme le nœud de la vie de l'Etat Civil anglais ; le point où l'on peut être assuré de trouver tous les renseignements qu'il est utile de se procurer, avec, cependant la restriction signalée plus haut, que certains actes seulement viennent s'y inscrire.

Les dates principales, qui marquent l'évolution et le progrès de l'Etat Civil chez nos voisins, sont celles du 19 août 1836 et du 7 août 1874. C'est à ces dates que furent rendues les lois qui régissent la matière. Le registrar général fut créé en 1836. A ce propos, nous croyons utile de signaler une coutume qui marque bien l'esprit pratique des Anglais. Lorsqu'une loi est rendue sur un sujet intéressant profondément les intérêts de la nation, les législateurs anglais, qui, au contraire des nôtres, ne se croient pas infaillibles, procèdent avec prudence. Ils votent tout d'abord la réforme, pour un temps relativement court, trois ou quatre ans par exemple, et à titre d'essai ; puis, lorsque la preuve de son utilité a été acquise par l'expérience, ils la maintiennent à titre définitif. Ce moyen prudent et sage a l'avantage de permettre les modifications, rendues nécessaires par l'épreuve qui en est faite, avant que la loi ne prenne une valeur absolument définitive.

Pour ce qui concerne le sujet qui nous occupe, l'Angleterre est divisée d'abord en districts, puis en sous-districts, tous rattachés à un centre, vers lequel convergent tous les actes de naissance, de mariage et de décès, reçus sur le territoire de la Grande-Bretagne. Ce centre commun est la « sommerset house », située à Londres, et demeure du registrar général. Lorsqu'un acte est reçu par le fonctionnaire préposé à un sous-district, il l'inscrit tout d'abord sur son registre, puis le recopie sur feuille volante, et, tous les trimestres, envoie ces dernières au registrar du district. Celui-ci, à son tour, les expédie à Londres au registrar général, qui les classe par lettre alphabétique. Tous les trimestres, un index est imprimé à « sommerset house », en huit exemplaires, contenant la liste alphabétique de tous les actes reçus pendant ce trimestre. A l'étranger, les consuls se livrent à un travail et à une publication du même genre, de sorte que, le plus simplement, se trouve dressée la liste des naissances, mariages et décès, de tous les sujets britanniques.

Supposons maintenant, pour bien indiquer la supériorité de la méthode anglaise, que l'on veuille se livrer à la recherche de l'acte de décès d'un individu, mort il y a vingt-cinq ans par exemple, et sans que le lieu du décès soit connu.

En Angleterre, il suffira de consulter les quatre index parus dans l'année où a eu lieu le décès, et la chose est faisable moyennant une légère rétribution analogue à celle

versée à nos greffiers actuels, lors de la consultation directe des registres de l'Etat Civil. Le nom s'y trouvera certainement avec le lieu, la date exacte ; et l'acte lui-même sera trouvé avec la plus grande commodité.

En France, au contraire, ce travail n'est pas possible. Aucune liste générale n'étant dressée, il faudra, si l'on n'a aucune indication, écrire à tous les maires des communes de France ou consulter les tables décennales de tous les Greffes des Tribunaux civils d'arrondissement !

On peut juger, par cette seule hypothèse, de la distance qui sépare les deux pays.

Les actes de l'Etat Civil anglais ne diffèrent pas essentiellement des nôtres. Seul l'acte de naissance, par sa forme plutôt que par les énonciations qu'il contient, marque quelque dissemblance. Il est divisé en dix colonnes destinées, chacune, à recevoir un renseignement. Dans la première, la date de la naissance ; dans la seconde, le nom de famille ; dans la troisième, le sexe ; puis viennent : le nom du père, le nom de la mère, la profession du père, sa signature, son adresse, la date de la déclaration, la signature du registrar. Enfin, le nom de baptême donné à l'enfant. En Ecosse, on signale en outre l'âge des parents et le nombre des enfants qu'ils ont eus antérieurement à la déclaration actuelle.

C'est, on le voit, une organisation simple, économique, et répondant à tous les besoins. Les actes sont retrouvés avec

une grande économie de temps, grâce à l'index, et sans dispersion d'efforts ni de recherches, puisqu'il suffit de s'adresser au registrar général.

Il convient, cependant, de bien remarquer que si cette méthode est excellente, elle ne concerne que les actes de l'Etat Civil proprement dits, et ne s'étend pas à toutes les manifestations de la vie juridique des personnes. L'Angleterre a centralisé les actes les plus importants, mais n'a pas été plus loin, et a laissé de côté tout ce qui concerne la vie habituelle juridique. Est-ce à dire qu'ils ont envisagé la question et l'ont reconnue impossible ? Nullement, à notre connaissance ; et nous allons nous efforcer de démontrer que, tout au contraire, la réforme est très possible et très désirable, en étudiant séparément chacun des rouages qu'elle mettrait en œuvre, et en coordonnant, dans un dernier chapitre, les conclusions que nous aurons tirées de chacune de nos études particulières.

CHAPITRE IV

De la méthode qu'il conviendrait d'adopter.

Ainsi que nous venons de le dire, nous consacrerons un paragraphe spécial à chacun des rouages qui seraient utilisés pour la centralisation des actes créant ou modifiant un état civil. A la fin de chacun de ces paragraphes, nous tirerons les conclusions que cette étude nous aura suggérées, puis, dans un paragraphe final, nous réunirons ces conclusions afin d'en dégager un ensemble de mesures, un système. Nous allons donc successivement passer en revue : les actes à centraliser, les fonctionnaires centralisateurs, l'objet qui recevra les actes à centraliser, le lieu de centralisation, puis, les questions accessoires, frais, extraits.

Nous nous efforcerons de ne pas nous répéter et de n'appuyer nos conclusions que sur de bonnes raisons.

A. — Des actes à centraliser.

Dans une première partie, nous avons cherché à cataloguer, pour ainsi dire, à dresser une liste des actes qu'il y aurait lieu de centraliser. Cette liste est longue, d'autant plus longue

que parfois, il n'est pas facile d'énumérer nominativement tous les actes qui créent ou modifient un état, et que l'on est obligé de prendre un terme général, susceptible d'en contenir un grand nombre, par exemple les jugements rectificatifs d'Etat Civil ou les réclamations d'état. Ce peut être le changement d'une lettre dans un nom ou le changement du nom lui-même, etc. Aussi la première objection soulevée est-elle généralement celle-ci : Vous ne pouvez diminuer le nombre des actes à centraliser, car si vous n'inscrivez pas au Casier civil toutes les modifications de l'état, la publicité ne sera pas complète et le but ne sera pas atteint. Mais si, au contraire, vous inscrivez tous les actes énumérés, l'institution va être submergée sous un amas d'énonciations et il faudrait une armée de fonctionnaires pour arriver à mettre un peu d'ordre dans ce chaos. En somme, vous vous trouverez dans la situation où se sont vues les personnes chargées de centraliser et de classer, alors que cette nouvelle Administration en était à ses débuts, les fiches du Casier judiciaire.

On avait tout voulu centraliser à Paris et il y eut tant de renseignements qu'il en résulta un désordre inexprimable et tel que l'on dut renoncer à se servir d'aucun d'entre eux. L'argument ne porte pas et voici pourquoi. Dans le Casier judiciaire, ce qui empêchait, au début, de classer méthodiquement, c'était l'impossibilité absolue ou presque d'identification. Lorsqu'un individu avait été condamné déjà, il

maquillait son état civil, de telle sorte que pris de nouveau en faute, il comparait avec une nouvelle identité. Le même individu avait donc souvent plusieurs fiches et rien ne permettait alors de remédier à cet état de chose. Aujourd'hui d'ailleurs tout est changé, grâce à des méthodes très bien étudiées, et le Casier judiciaire fonctionne à l'entière satisfaction de tous, sauf des criminels bien entendu, mais c'est là son meilleur éloge. Dans le Casier civil, rien de tel n'est à craindre, car le nom, le lieu de la naissance, sa date, mise dans tous les actes évite toute confusion. De plus, il est bien rare de voir un particulier, non criminel, maquiller son état civil. Le nom sera donc un point de repère facile qui permettra sûrement de grouper les renseignements.

Quant à la quantité des actes à centraliser, elle n'a rien qui doive effrayer. S'ils sont nombreux, en effet, chaque personne est loin de les utiliser tous, et beaucoup d'entre eux ne sont employés que relativement rarement. Si l'on met de côté les actes de l'Etat Civil actuel, dont deux au moins sont certainement afférents à chaque personne, tous les autres : tutelle, adoption, Conseil judiciaire, émancipation, etc., ne surviennent qu'accidentellement, pour ainsi dire, et de nombreuses personnes n'en verront jamais la mention sur leur Casier civil. Il suffira donc certainement de quelques fonctionnaires pour entretenir au courant toutes les fiches du Casier civil, d'autant plus que les mentions très succinctes qu'ils auraient

à transcrire ne demanderaient ni grand temps, ni grand travail.

Une autre objection est tirée de la correspondance qu'il y aurait lieu de faire et de la difficulté de désigner les personnes chargées d'envoyer les mentions au directeur du Casier civil. Il suffit de considérer les actes à centraliser pour résoudre cette difficulté. Il est bon d'ailleurs de les rappeler ici, et leur simple énumération nous permettra de voir que la centralisation se fera très simplement. Les voici tous dans l'ordre où nous les avons déjà trouvés : acte de naissance, acte de mariage, acte de décès, actes de naissance, de mariage et de décès de tous les enfants, décès du conjoint, légitimation, divorce, séparation de corps, séparation de biens, conversion de séparation de corps en divorce, réconciliation. Rectification d'Etat Civil : annulation d'un mariage, mariage putatif, jugement sur réclamation ou contestation d'état, jugement remplaçant un acte de décès, arrêt d'adoption, interdiction, Conseil judiciaire, déchéance de la puissance paternelle, déchéance pénale, réhabilitation, absence, émancipation, retrait d'émancipation, hypothèque judiciaire, emploi public emportant hypothèque légale, naturalisation, changement de nom, contrat de mariage, reconnaissance d'enfants naturels, tutelle, co-tutelle, pro-tutelle, tutelle officieuse, curatelle, défense à la femme d'engager les dépenses du ménage, qualité de commerçant, de failli, liquidation judiciaire, autorisation à la femme de faire le commerce. En tout quarante-deux.

Or, si nous cherchons à classer ces actes d'après la source dont ils émanent, d'après l'Administration qui les dresse ou les conserve, nous nous apercevrons que tous ceux qui contribuent à leur confection ou à leur conservation ont les plus grandes facilités pour en faire parvenir les extraits au Casier civil. Ce sont les Officiers de l'Etat Civil, les greffiers des divers tribunaux, les notaires, le mari pour la défense à la femme d'engager les dépenses du ménage, l'autorité publique se manifestant sous la forme de décrets pour le changement de nom ou la naturalisation. En somme, peu de personnes, mais qu'il convient cependant d'envisager séparément. Nous nous trouvons donc en présence d'actes de l'Etat Civil, de jugements d'actes d'autorités émanants soit d'un particulier, soit de l'Etat. Pour les actes qui ne rentrent dans aucune de ces catégories, ils passent tous entre les mains d'un officier public. Nous allons étudier, pour chacun d'eux, qui sera chargé d'en faire parvenir les extraits au directeur du Casier civil :

Sur les quarante-deux actes, cinq dépendent de l'Etat Civil : ce sont les actes de mariage, naissance et décès, la reconnaissance des enfants naturels et la légitimation. Ce sera donc, tout naturellement, l'Officier de l'Etat Civil qui sera chargé d'en faire les extraits et de les expédier au Casier civil. Une grande partie des autres actes sont des jugements ou tout au moins des décisions rendues par l'Autorité judi-

ciaire. Rien de plus simple encore ici. Tous ces actes passent entre les mains des greffiers qui rempliront le même office que les préposés à l'Etat Civil, et ce ne sera pas là pour eux un travail comparable à celui que veulent leur faire supporter les partisans d'une centralisation au greffe du tribunal civil d'arrondissement. La simple rédaction d'un bulletin et l'expédition de ce bulletin au directeur du Casier civil ; rien de plus rapide et de moins long. Dans cette catégorie rentrent la séparation de corps, la séparation de biens, le divorce, la conversion de la séparation en divorce, rectifications de l'Etat Civil, annulation d'un mariage, mariage putatif, jugement sur réclamation ou contestation d'état, jugement remplaçant un acte de décès, arrêt d'adoption, interdiction, Conseil judiciaire, déchéance de la puissance paternelle, déchéance pénale, réhabilitation, absence, émancipation, retrait d'émancipation, hypothèque judiciaire, tutelle, co-tutelle, pro-tutelle, tutelle officieuse, curatelle, faillite et liquidation judiciaire. C'est donc la grande majorité des actes qui nous intéressent qui rentrent dans cette seconde catégorie.

Parmi ceux qui restent, l'un au moins est également de la compétence des greffiers, c'est la déclaration de commerçant faite au greffe du tribunal de commerce. Les notaires auraient à en signaler quelques-uns : contrat de mariage, réconciliation des époux séparés de corps. En ce qui concerne la reconnaissance des enfants naturels, il y a une distinction à

faire. Lorsque la reconnaissance est le résultat d'une recherche en justice, ou bien lorsqu'elle est faite volontairement et publiquement, d'une manière non dissimulée, nous n'avons rien à en dire, car ces hypothèses rentrent dans les cas précédents, mais lorsque la reconnaissance est faite chez un notaire et que l'auteur désire voir jusqu'à sa mort cette reconnaissance rester secrète, le notaire sera-t-il obligé de la déclarer quand même. En d'autres termes conservera-t-on aux particuliers le droit de reconnaître leurs enfants naturels d'une façon secrète. Car il est bien évident qu'obliger les notaires à les déclarer, c'est supprimer la faculté de rester à l'abri des inconvénients qu'il y a à reconnaître publiquement un enfant de cette catégorie. En faveur de cette suppression, on a invoqué le caractère hybride d'une reconnaissance qui reste cachée. Si un homme, dit-on, veut reconnaître sa faute, il doit le faire ouvertement et ne pas enfermer son aveu dans un coffre-fort de notaire. Evidemment c'est un manque de courage, mais supprimer la faculté donnée, ce ne sera pas donner du courage à qui en manque, ce sera enlever une chance aux enfants naturels d'être reconnus, et c'est tout. La personne qui va reconnaître un enfant chez un notaire, occupe souvent une situation telle, dans le monde, que cette reconnaissance ouvertement faite lui causerait le plus grand préjudice. Profitant de la faculté à lui ouverte par la loi, il reconnaît son enfant, mais de telle manière que cet acte ne portera pas effet avant sa mort ou avant le moment qu'il aura choisi;

mais enfin cet acte existe, et c'est déjà quelque chose pour l'enfant naturel. Si l'on retire le droit dont nous parlons, croit-on que ceux qui en usent se résoudront à reconnaître publiquement celui qu'ils voulaient reconnaître secrètement ? Peut-être quelques-uns s'y décideront-ils, et ce sera mieux, mais combien reculeront et ne feront aucune reconnaissance ni ouverte, ni secrète ? Il vaut donc mieux, à notre avis, laisser toute liberté de faire, soit une reconnaissance franche et ouverte, soit d'aller faire une reconnaissance non publique qui sera connue seulement plus tard et que l'auteur aura même la possibilité de détruire avant qu'elle puisse porter aucun effet.

Nous reconnaissons qu'il y a là un réel danger pour certaines personnes qui pourront se trouver surprises par la découverte d'un acte qu'elles ignoraient, mais du jour où existe l'enfant naturel, cette surprise est possible, et il vaut encore mieux léser les intérêts des proches que ceux d'un enfant, dont la tare est déjà une charge pénible. La faute en vient du père. Il n'aurait pas dû la commettre, mais une fois perpétrée, il doit en supporter les conséquences, et ses proches également, par répercussion.

Quatre cas nous restent à envisager : l'emploi public emportant hypothèque légale, la naturalisation, le changement de nom et la défense à la femme d'engager les dépenses du ménage. Parmi les trois derniers actes, deux émanent de

décrets; le troisième dépend du mari seul. Nous pensons cependant qu'il serait suffisant pour ces trois cas de s'en remettre à l'initiative privée. Ceux qui ont obtenu un décret les autorisant à changer de nom ou leur accordant la naturalisation n'ont aucun intérêt, bien au contraire, à les cacher et s'empresseront de les faire inscrire au Casier civil. Quant à la défense faite par le mari à la femme, il suffirait de faire de l'inscription au Casier civil une formalité nécessaire et obligatoire. Reste donc les emplois emportant hypothèque légale. Comme il s'agit de fonctionnaires, il suffira également d'en rendre la mention obligatoire avant leur entrée en charge.

Ainsi donc la quantité des actes n'est pas un obstacle, car chaque personne serait loin de voir tous ces actes s'inscrire sur son Casier et la centralisation se ferait facilement par le soin des fonctionnaires que nous avons désigné, officiers de l'Etat Civil et greffiers des tribunaux, par le soin des notaires ou même par les particuliers eux-mêmes, toutes les fois que leur intérêt serait assez puissant pour que l'on puisse être assuré de leur zèle.

Avant de passer au paragraphe suivant, il nous reste à envisager une question secondaire : conviendrait-il de conserver, à côté du Casier civil, les inscriptions marginales faites actuellement sur les registres de l'Etat Civil. Non évidemment. Les inscriptions marginales sont faites principalement dans le but d'éviter la bigamie. C'est pour cette raison que

l'acte de naissance fourni lors de la conclusion d'un mariage doit être de date récente. Or, il suffirait d'exiger la présentation, au maire de la commune où le mariage doit être célébré, d'une copie du Casier civil des deux futurs époux. Comme les mariages, divorces et décès des conjoints précédents, des futurs époux y seraient inscrits, l'officier public verrait d'un seul regard et sans que la production des très nombreuses pièces actuelles soit nécessaire, s'il existe un empêchement et de quelle nature il est. Tous les empêchements au mariage, évidemment, n'y apparaîtraient pas, mais un grand nombre, et l'on pourrait supprimer la production de plusieurs pièces. Diminuer le nombre des pièces à fournir au maire pour les mariages, ne serait pas l'un des moindres bienfaits du Casier civil, nous tenons à le signaler.

Ainsi donc nous avons déterminé non seulement quels étaient les actes à centraliser, mais aussi quels seraient les fonctionnaires chargés de les transmettre au directeur du Casier civil. Nous nous occuperons plus loin de déterminer quels seront les délais et les formes dans lesquels devront se faire la correspondance. Pour le moment, nous allons passer à l'étude de l'une des questions qui a le plus divisé les auteurs qui ont traité cette matière et qui a donné lieu aux plus nombreuses controverses. Nous voulons parler du lieu de centralisation, soit que l'on donne sa préférence au système qui veut utiliser un rouage actuel pour y superposer le

Casier civil, soit que l'on se rallie, au contraire, à la méthode que nous croyons meilleure et qui désire voir surgir une Administration nouvelle, dont l'organisation serait copiée sur l'Administration anglaise ou sur notre Casier judiciaire.

B. — Du lieu de centralisation.

Les auteurs sont loin de s'entendre sur le lieu qu'il conviendrait de choisir pour centraliser les actes de l'Etat Civil. Selon le système auquel ils ont donné leur préférence, selon surtout le but qu'ils ont poursuivi, ils ont été amenés à émettre telle ou telle préférence. Les plus nombreux se sont prononcés pour le Greffe du Tribunal civil d'arrondissement ; d'autres pour la Mairie ; d'autres enfin, dont le but dépassait la réunion des éléments de la personnalité juridique et qui envisageaient en même temps l'individualisation des immeubles, ont préconisé le Bureau des hypothèques. Aucun n'a proposé la création d'une administration distincte, soit que l'idée parut trop audacieuse, soit que la force de l'habitude soit telle qu'il n'ait pas paru possible d'innover dans une aussi large mesure. Après avoir envisagé toutes ces idées, nous étudierons la question des dépôts multiples ou d'un dépôt unique et central, et les avantages et inconvénients de chacune de ces méthodes.

L'un des systèmes que nous avons étudiés, celui de M. Hébert, met en jeu le Bureau des hypothèques et établit entre lui et la Mairie, qui reste le lieu par excellence de l'Etat Civil, une union étroite. Cette conception peut se défendre lorsque l'ambition de l'auteur ne se borne pas à fournir un moyen pratique de connaître l'état des personnes, mais embrasse dans une réforme réellement gigantesque l'immatriculation des personnes et des immeubles. Toutes les propriétés des individus seraient énumérées et cataloguées à côté de leur numéro matricule. Ce serait, qu'il nous soit permis de le dire, une encombrante inquisition. Pour nous, dont le but est loin d'être aussi vaste, nous ne voyons aucune raison, bonne ou mauvaise, pour confier au conservateur des hypothèques la tenue du Casier civil. La responsabilité de ce fonctionnaire est déjà suffisamment considérable pour ne pas l'augmenter encore.

Restent donc le Greffe du Tribunal civil d'arrondissement et la Mairie. Tous deux sont désignés à cette fonction et semblent y être prédestinés, par le rôle qu'ils jouent actuellement dans l'organisation de notre Etat Civil. C'est dans ces administrations que sont confectionnés et conservés tous les actes actuels. C'est chez le greffier, enfin, que seraient confectionnés la majorité des bulletins qui serviraient d'intermédiaires entre l'officier chargé de signaler les actes à centraliser et le directeur ou l'officier chargé de les centraliser.

Leur habitude acquise, leur compétence en matière juridique et administrative, semblent devoir leur faire donner tout naturellement le rôle d'officiers centralisateurs. La majorité des auteurs semblent d'ailleurs être amenés à cette solution par leur conception du tableau complémentaire annexe du registre actuel des naissances.

Le maire, à notre avis, doit être écarté *a priori* ; il peut bien, à la rigueur, remplir les conditions d'aptitude actuellement nécessaires à un bon officier de l'Etat Civil, d'autant qu'il est fréquemment aidé dans sa tâche par l'immixtion presque constante des instituteurs dans le secrétariat des Mairies ; mais, le jour où, au lieu de trois actes, il y en aurait quarante et plus, il serait à craindre que les maires des petites communes rurales ne puissent s'y reconnaître, et qu'il en résulte de fâcheuses erreurs ou de multiples confusions.

Quant aux greffiers, nous avons déjà eu l'occasion de dire quel énorme surcroît de travail résulterait pour eux de cette adjonction à leurs fonctions actuelles. Dans la plupart des cas, ils auraient besoin d'employés nouveaux et supplémentaires, et les bénéfices qu'ils réaliseraient ne suffiraient certes pas à couvrir ce surcroît de dépenses. L'Etat serait donc obligé de leur donner une compensation, le jour où l'on voudrait ainsi étendre leurs attributions.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas innover franchement et créer une administration nouvelle, qui, ainsi qu'on va le

voir, serait composée d'un personnel peu nombreux et pourrait seule, à notre avis, assurer le bon fonctionnement de l'institution. L'objection capitale est certes que le fonctionarisme a déjà sévi et sévit dans une assez large mesure, pour ne pas encore augmenter ce mal par la création de nouveaux bureaux ; mais c'est, pour le cas présent, un mal nécessaire. Il faut mettre en balance les avantages de la centralisation et les inconvénients inhérents à son bon fonctionnement. Si les avantages, comme nous le croyons, l'emportent de beaucoup, il faut faire la réforme nécessaire, mais en supporter les désavantages, parmi lesquels figure certainement un nouveau personnel. Nous le répétons d'ailleurs, il faudrait peu de monde pour assurer le service ; mais, avant de nous étendre sur ce sujet, nous voulons envisager la question du dépôt unique ou des dépôts multiples.

Vaut-il mieux réunir tous les renseignements en un lieu unique, à Paris, par exemple, ou bien est-il préférable de les centraliser simplement dans un milieu plus restreint et moins éloigné de la commune d'origine de la personne ?

On peut trouver des avantages aux deux méthodes. Le centre unique risque moins de faire égarer les recherches. Le lieu de naissance a beau être indiqué dans tous les actes, à côté du nom, il peut parfois être ignoré, et, en tous cas, pour arriver à le connaître, il faut se livrer à quelques recherches, si minimes soient-elles. Il est vrai que le lieu de

naissance, restant nécessairement la base de toute centralisation, si l'on n'admet pas le dépôt unique, une fois qu'il est connu, on obtient rapidement les renseignements divers; le dépôt unique et central supprime cette difficulté, mais en soulève une autre.

On objecte l'énorme accumulation de matériaux qui résulterait d'un seul lieu de concentration. Voit-on trente-huit millions de fiches ou de tableaux complémentaires réunis en un même lieu, car, si tous les états civils sont centralisés, c'est bien là, à peu de chose près, le total de la population, et, par suite, du nombre d'états à tenir au courant. Au milieu d'une telle accumulation de renseignements, il sera impossible de se reconnaître. Pourquoi donc ? L'Ordre et la Méthode sont deux grands maîtres qui viennent à bout de toutes les difficultés, et celle-ci nous paraît loin d'être insurmontable.

On objecte encore une autre chose. Pourquoi créer un dépôt central, lorsqu'on peut arriver aussi facilement au même but en créant des tables, qui, imprimées et tenues au courant tous les dix ans, par exemple, donneraient par lettre alphabétique la liste de tous les noms, avec le lieu où se trouverait centralisé le Casier civil de la personne. Il suffirait que les fonctionnaires chargés de centraliser tiennent au courant une liste de toutes les personnes dont le Casier civil se trouve dans leur bureau. Au bout d'un temps fixe et qui se repro-

duirait périodiquement et régulièrement, tous les ans ou tous les dix ans, ces listes seraient collationnées et réunies en un volume mis à la disposition du public, et où il puiserait tous les renseignements voulus. Cette idée nous paraît satisfaisante, mais cette table, si complète et si bien tenue qu'elle soit, ne saurait remplacer le dépôt central où tout vient converger, et où l'on ne trouverait plus seulement, comme dans la table dont il est parlé plus haut, le nom des individus avec le lieu où se trouve leur Casier, mais bien ce Casier lui-même avec tous les renseignements qu'il contient.

Nous ne voyons d'ailleurs aucune bonne raison pour ne pas cumuler les avantages qu'offrent les dépôts régionaux et le dépôt central; c'est ce qui existe en Angleterre pour l'Etat Civil. Si une personne habitant le district où a été enregistré un acte de l'Etat Civil veut se le procurer, point n'est besoin pour elle d'aller au dépôt central; mais, si ce besoin se fait sentir par une personne éloignée de ce district, elle n'a qu'à s'adresser à « sommerset house », lieu de centralisation de tous les actes reçus sur le territoire de la Grande-Bretagne. Il en serait de même du Casier civil, et rien ne serait plus simple que de se procurer cette double facilité.

Un premier centre serait établi auprès du siège et dans le ressort de chaque Cour d'appel. Tous les actes que nous avons énumérés dans le précédent paragraphe, et qui seraient reçus dans le ressort de cette Cour d'appel, seraient signalés au

directeur de ce centre par les officiers ou les particuliers que nous avons désignés. Le directeur, à son tour, conserverait le bulletin, à lui envoyé, et le classerait après l'avoir recopié. Cette copie, expédiée au bureau central de Paris, y serait également cataloguée.

Faudrait-il pour cela de nombreux fonctionnaires ? Nous ne le pensons pas. Le travail de classement par lettre alphabétique serait rapide ; et les énonciations, écrites sur les bulletins et désignant les actes reçus, étant peu nombreuses et peu compliquées, le travail de copie et d'expédition ne serait pas considérable.

En égard, surtout, aux avantages ainsi procurés, cette organisation serait complétée par une table de tous les noms avec simplement, en regard du nom, le lieu de naissance. Cette table alphabétique, tenue au courant et publiée chaque année, permettrait de retrouver très facilement tous les actes dont on pourrait avoir besoin, et permettrait de désigner facilement et d'une manière certaine les personnes dont on voudrait obtenir l'extrait du Casier civil. Cette table serait envoyée dans chacun des dépôts régionaux, afin d'être très facilement à la portée de tous.

Nous insistons tout particulièrement sur l'utilité capitale de cette dernière institution. Si, en effet, elle existait actuellement, et seulement pour les actes de l'Etat Civil, si les tables

de dix ans, tenues pour chaque registre par les greffiers, étaient réunies, cataloguées, collationnées et fondues en un seul volume, quantité de recherches, certainement vouées à l'insuccès, se verraient possibles. Cette table alphabétique des noms prendrait d'ailleurs une importance toute spéciale dans la technique générale du Casier civil, et la raison en est simple.

Ainsi que nous l'expliquerons plus loin, il ne sera pas possible de conserver au dépôt central, et dans les mêmes conditions que pour les personnes actuellement vivantes, tout au moins, la fiche des personnes décédées, car il résulterait, de l'accumulation perpétuelle de tous ces matériaux, un amas de renseignements énormes et vite encombrant. Il faudra trouver pour ces fiches, qui n'auront plus qu'un intérêt rétrospectif, un moyen de conservation spéciale, si, toutefois, on tient à les conserver. Car, à notre avis, une fois la personne, dont elle contient la vie juridique, décédée, elle n'offre plus guère d'intérêt. Aussi, et c'est à celà que nous voulions en arriver, lorsque l'en ne pourra plus trouver au dépôt central la fiche elle-même, la table alphabétique permettra de retrouver, avec le nom de la personne, son lieu de naissance, et ce sera déjà un point de départ pour obtenir d'autres renseignements.

Le dépôt central, point culminant de l'organisation du Casier civil et vers lequel viennent converger tous les ren-

seignements, sera l'un des principaux points que nous emprunterons à la méthode anglaise. C'est, nous le pensons du moins, le seul procédé qui permette de trouver et d'obtenir rapidement les renseignements utiles.

C. — De l'objet qui recevra les renseignements à centraliser.

Avant d'aborder le sujet qui fera l'objet de ce paragraphe, nous tenons à préciser un point que nous avons effleuré à la fin du paragraphe précédent. Pour nous, le Casier civil a pour unique but de fournir les renseignements nécessaires et utiles au crédit ; nous n'envisageons la création de cette institution qu'en vue d'obtenir ce résultat. Aussi n'a-t-il sa raison d'être que dans la mesure où il rendra service.

Dès lors, après la mort d'une personne, tous les renseignements centralisés concernant cette personne n'ont plus aucune raison d'être et peuvent être impunément supprimés.

L'on pourra objecter, il est vrai, qu'ils auront encore un intérêt pour les descendants, pour les parents, pour les personnes qui, en vertu d'une raison quelconque, auraient à les consulter. La chose peut être exacte, mais ne nous intéresse pas. La personnalité juridique naît avec la personne physique, pourvu que cette dernière personne naisse vivante et viable ;

parfois même elle naît avant, en vertu de l'adage : « *Infans conceptus pro nato habetur.....* », mais ce n'est là qu'une exception. De même, la personnalité juridique s'éteint avec la vie. Une fois que la mort est survenue, il n'y a plus personne aux yeux de la loi ; la personnalité est éteinte. C'est entre ces deux moments seulement que les fluctuations de la personnalité peuvent donc intéresser le crédit ; aussi, nous ne voyons aucune raison pour conserver indéfiniment, après la mort de la personne, son Casier civil. Cette remarque aura son influence sur le choix que nous ferons entre le registre ou les fiches, comme objets sur lesquels viendront s'inscrire les renseignements. Le premier répond mieux au désir de conservation des actes ; les secondes sont plus pratiques, plus souples, plus commodes, et facilitent le travail d'élimination qu'il y aura lieu de faire journellement pour supprimer les renseignements relatifs aux personnes décédées.

Nous étudierons également, dans ce paragraphe, la correspondance entre officiers divers et les officiers centralisateurs, et la manière dont les fiches devront être tenues.

En premier lieu, sur quoi convient-il de centraliser les renseignements : sur des registres ou sur des fiches ? Pour envisager la question dans toute son ampleur, il convient de faire remarquer que chaque personne aura un Casier civil dès le jour de sa naissance ou même plus tôt, si son intérêt l'exige, et en vertu de l'adage précité. En un mot, il y aura

lieu d'ouvrir un Casier civil chaque fois qu'il y aura apparition d'une nouvelle personnalité juridique. Il s'agit donc d'une grande quantité de matériaux à centraliser et qui concerneront toutes les personnes ayant la qualité de Français.

Les registres présenteraient de graves inconvénients. Pour conserver des actes tels que les actes de l'Etat Civil actuel, ils présentent de grands avantages. Seuls, ils permettent d'obtenir une sécurité à peu près absolue, parce que seuls, ils permettent par exemple, la cote par première et dernière page, et le paraphe sur chaque feuille du président du Tribunal. Mais pour un Casier civil aussi largement étendu que nous le désirons, ils deviennent inutilisables. Comment, en effet, ménager pour chaque individu la place nécessaire pour recevoir tous les renseignements éventuels qui peuvent survenir ? Il faudrait, dans les dépôts régionaux et surtout dans le dépôt central, une formidable bibliothèque et une accumulation de volumes qui deviendrait vite encombrante. De plus, l'usage des registres ne permet pas de classer les Casiers civils des individus par lettre alphabétique ; on est obligé de conserver avec eux l'ordre chronologique, qui est notoirement inférieur au point de vue des recherches. On connaît, en effet, beaucoup plus facilement les noms, prénoms et même le lieu de naissance d'une personne, que la date exacte de ce dernier événement ; et, notamment pour le dépôt central, l'ordre par lettre alphabétique est le seul utilisable.

Enfin, les registres sont peu maniables et les recherches qu'il y a lieu d'y effectuer sont peu rapides.

Avec de simples fiches, au contraire, on arrive à un résultat entièrement différent. Leur mobilité, qui était un inconvénient lorsqu'il s'agissait d'actes à conserver, devient ici un avantage par le classement facile et rapide qu'il permet. Ajouter une fiche à un ensemble de feuilles semblables à elle, laisse la liberté de la placer à l'endroit désiré, chose bien impossible avec un registre. Les recherches seront plus simples et coûteront moins de temps. Enfin, les frais seront moins élevés qu'avec des registres ; l'achat de simples feuilles de papier, même très épais, ne constitueront pas un gros déboursé. Enfin et surtout, l'ordre alphabétique, étant donné la dissemblance ordinaire des prénoms, permettra de retrouver le plus souvent la fiche d'un individu avec, comme seuls renseignements, le nom et le prénom. La grande objection que l'on pourrait faire, c'est le risque plus grand de perte ; mais il est bon de remarquer que, dans nombre de bibliothèques, les catalogues sont tenus sur fiches, et nous ne croyons pas qu'il s'en égare. Des précautions d'ailleurs pourront être prises, par exemple, une tige de fer passant dans la partie inférieure des fiches, et ne permettant pas de les enlever trop facilement. Dans ces conditions, on consulterait le Casier civil avec autant de facilité que le catalogue des thèses de Doctorat à la Faculté de Droit de Paris, par exemple.

Pour la tenue des fiches, on inscrirait, en haut de la feuille, les noms, prénoms, lieu et date de naissance de chaque individu. La désignation du domicile ne nous paraît ni désirable, ni utile ; c'est un élément trop changeant et qui ne présente pas une fixité suffisante. Le plus souvent, le nom et le prénom suffiront pour identifier le Casier civil ; pour les noms très répandus, le lieu de naissance et la date serviraient en dernier lieu, et ne permettraient guère de confusion. Ces premiers éléments mis en tête de la fiche, le reste demeurerait inoccupé et laisserait la place aux diverses énonciations, qui viendraient peu à peu s'ajouter les unes aux autres. Il n'y aurait pas lieu de compliquer en imprimant à l'avance sur les fiches tous les actes susceptibles d'être centralisés, en ne laissant que les blancs nécessaires à remplir par les employés chargés de ces écritures. Trop de personnes n'ont jamais lieu de se servir de quantités de ces actes pour qu'un semblable travail, si simple et peu coûteux soit-il, ne demeure pas en grande partie inutile. La simple transcription des bulletins envoyés par les officiers publics qui les ont reçus, ou par les particuliers, dans les cas où ceux-ci doivent les expédier eux-mêmes, suffira pour tenir au courant, et d'une manière parfaite, le Casier de l'Etat Civil.

Ces bulletins, d'ailleurs, devront être rédigés de façon très sommaire, afin de ne pas encombrer le Casier civil par des énonciations inutiles. Il serait suffisant d'y inscrire les nom,

prénoms, lieu et date de naissance de la personne, et l'énoncé de l'acte qui motive l'envoi du bulletin avec le lieu où il a été rendu, et sa date, par exemple : Henri-Etienne-Louis X..., né à X..., département de X..., le 10 novembre 1905. Décret autorisant un changement de nom, rendu en date du

, ou faillite déclarée le ,

par le tribunal de commerce de X..., etc. Ces simples mentions, avec leur renvoi au lieu où a été rendu l'acte, suffisent pour mettre les tiers en garde, les prévenir, et s'ils le jugent nécessaire, leur permettre de retrouver facilement et de consulter l'acte ainsi désigné. Il est bien évident que le système de la transcription intégrale des actes au Casier civil est entièrement laissé de côté, déjà peu pratique pour une centralisation sur registre, il devient impossible sur de simples fiches. Certains auteurs, en effet, trouvant qu'il n'était pas suffisant de signaler aux tiers les actes ainsi inscrits au Casier civil, et qu'il résultait une grande perte de temps du fait de les renvoyer à l'acte lui-même, qui pouvait être fort éloigné du lieu de centralisation, voulaient que tous les actes qui devaient figurer au Casier civil y soient transmis intégralement. A cet effet, les officiers publics que nous avons signalés devaient non plus signaler l'acte reçu par eux au moyen d'un simple bulletin, mais le recopier et l'expédier au fonctionnaire centralisateur qui le recopierait lui-même sur un registre. Ce moyen de centralisation offrait deux inconvénients suffisant chacun à le faire rejeter : il isolait les uns des

autres les actes concernant une même personne, puisque tous les actes étaient inscrits à la suite les uns des autres, au fur et à mesure qu'ils étaient reçus, et surtout il imposait à tous les fonctionnaires intéressés un travail écrasant et d'une utilité qui ne semble pas correspondre à l'effort demandé.

Une autre question intéressante, est celle de la correspondance. Elle a une réelle importance, car des bulletins égarés et qui ne parviendraient pas à l'officier centralisateur, formeraient autant de lacunes dans le Casier civil et risqueraient de lui enlever toute sécurité. Le remède à ce danger est des plus simple. Il est bien évident que cette correspondance, nécessairement importante, aurait lieu sans frais. Ce serait une correspondance administrative et libre de tout affranchissement. L'officier public qui a reçu un acte devrait, dans notre méthode, faire l'envoi du bulletin dans les trois jours, à l'officier centralisateur de sa région et celui-ci enverrait un bulletin identique à l'officier du bureau central établi à Paris. Celui-ci jouirait également d'un délai égal de trois jours pour faire l'inscription sur la fiche correspondante et il devrait, aussitôt cette mention faite, réexpédier le bulletin à l'officier expéditeur. Si, au bout du délai fixé, auquel il conviendrait d'ajouter le temps nécessaire au transport du bulletin par la poste, l'officier expéditeur n'a pas reçu le bulletin, il devra en envoyer un second, identique, à l'officier centralisateur.

Ainsi donc, on trouverait une complète sécurité et un moyen pratique d'assurer rapidement les inscriptions.

Nous avons dit plus haut que le fait de créer de nouveaux fonctionnaires ne nous effrayait pas outre mesure. En effet, ils seraient peu nombreux ; un ou deux pour les bureaux régionaux. Quant au bureau central établi à Paris, il demanderait évidemment un personnel plus nombreux, mais qui ne s'élèverait pas à un chiffre bien élevé. Il nous semble qu'une dizaine d'employés suffiraient amplement à assurer un service complet et régulier. Evidemment la création de nouveaux fonctionnaires est un mal, mais ceux-ci assureraient des services d'une telle utilité que l'on oublierait bien vite cet inconvénient inévitable. Il est d'ailleurs à remarquer, que la redevance que l'on prendrait à chaque acte, viendrait pour une bonne part, en déduction des frais. Ceci nous amène à dire quelques mots des frais généraux, des extraits que l'on délivrerait et de la consultation directe du Casier civil.

D. — Des frais, des extraits, de la consultation directe du Casier civil.

Les frais comprendraient, outre les appointements des fonctionnaires nouveaux qu'il conviendrait de créer, l'achat des fiches et la location ou l'achat et l'entretien des immeubles

affectés à la nouvelle Administration et l'achat des bulletins sur lesquels se ferait la correspondance, celle-ci étant faite gratuitement. En ce qui concerne les fonctionnaires, nous avons dit plus haut ce que nous en pensions. Les dépenses occasionnées par l'achat des fiches peut réellement et sans exagération passer pour quantité à peu près négligeable ; reste donc en réalité l'achat ou la location et l'entretien des immeubles affectés au Casier civil. Ce ne sera vraiment pas là une bien grosse surcharge au budget, et la dépense sera vite couverte par la redevance exigée pour les extraits.

Pour ces dernières, toute une série de questions se posent : quelle sera leur valeur juridique ? qui pourra les obtenir ? pourra-t-on consulter directement le Casier civil et, si oui, tout le monde en aura-t-il la possibilité ? En ce qui concerne les extraits, on fait remarquer que ce ne sont même pas des copies de copies et que, par suite, ils n'ont aucune valeur juridique. Avant d'être arrivés au bureau central ou même au bureau régional, les bulletins sont passés en diverses mains et partout ils ont été recopiés, de sorte que le bulletin qui arrive entre les mains du fonctionnaire centralisateur est loin d'être une première copie. C'est là une remarque exacte, nous l'avouons, mais il est bon de signaler que tous les fonctionnaires qui recopient ces bulletins sont tous des officiers publics, c'est-à-dire des officiers sélectionnés, pour ainsi dire, et qui présentent déjà une certaine garantie. Il n'y

aurait donc guère à craindre avec eux que les chances d'erreurs ou de confusions, mais c'est là le sort commun de toutes les entreprises, et ces risques n'ont rien de particulier au Casier civil. Nous croyons donc qu'il serait possible, en fortifiant le système par de fortes pénalités, si la chose paraît nécessaire, d'accorder foi entière au Casier civil lui-même et à ses extraits.

La loi de 1906 a posé un principe nouveau pour les actes de l'Etat Civil. Auparavant, toute personne désirant se procurer un acte en avait la facilité ; il lui suffisait d'écrire au maire qui, moyennant la somme fixée, délivrait l'extrait. Mais depuis cette loi, la situation est complètement différente ; peuvent seules se procurer la copie intégrale de l'Etat Civil, les personnes que la loi énumère ; les autres en sont réduites soit à la consultation directe, soit aux extraits au sens légal du mot, c'est-à-dire à des copies incomplètes ne contenant que les renseignements indispensables. Convient-il d'adopter une solution analogue en ce qui concerne le Casier civil ? Plusieurs raisons militent en faveur de l'affirmative, mais elles ne sont pas suffisantes, à notre avis. Tout d'abord, le relèvement des condamnés ; certes il convient de le favoriser et dans la plus large mesure possible, mais n'y aurait-il pas moyen de le faire sans risquer de porter préjudice aux honnêtes gens ? le seul moyen de relèvement, c'est le travail. Or, il est avéré qu'un condamné ne trouve plus

généralement, du moins, une fois sa peine expirée, une seule personne consentant à l'occuper. On se méfie de lui et, à première vue, il est difficile de prétendre que l'on ait tout à fait tort. Mais parfois ces condamnés trouvent encore à s'employer en dissimulant leurs avatars ; le jour où le Casier civil procurera un moyen facile de se renseigner, ce dernier moyen leur sera retiré et ils deviendront, dans toute l'acception du mot, des outlaws, ce qu'ils sont déjà généralement d'ailleurs. Cette situation est éminemment mauvaise et dangereuse et il conviendrait de la modifier dans un sens favorable aux condamnés. Or, le Casier civil, ouvert au grand large ne fera qu'empirer leur sort en fournissant une preuve indéniable de leur faute. La chose peut être exacte mais enfin, il y a là, en présence, deux personnes offrant un intérêt inégal. Nous souhaitons le relèvement des condamnés, mais nous n'admettons pas que l'on puisse y arriver en trompant les personnes qui les emploient. Or, leur cacher la vérité sur ce que l'on nomme en matière de mariage les qualités substantielles de la personne (théorie de l'erreur sur la personne. Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, tome 1, p. 355 et suiv.), est une véritable tromperie et qui peut provoquer pour la personne trompée les plus grands préjudices. Car enfin il faut bien admettre qu'il y a des condamnés qui sont enfoncés dans leurs crimes de telle façon que leur désir de relèvement n'apparaît guère.

Nous ne voyons la solution de cette situation que dans des œuvres publiques ou privées de relèvement, mais, à notre avis, il ne convient pas de restreindre, pour cette raison, la publicité du Casier civil. Cependant et en vertu du rapide exposé que nous avons déjà fait de la question au début de cet ouvrage, nous n'admettons pas non plus une publicité absolument libérée de règles. Certaines situations, en effet, méritent quelques ménagements, par exemple celle des enfants naturels ; une trop grande facilité donnée au Casier civil ne ferait que favoriser la malignité publique. Toutefois, s'il est bon d'exiger pour toutes personnes désirant obtenir un extrait, sauf pour celles, bien entendu, énumérées dans l'art. 57 du C. c., retouche en 1906, un intérêt quelconque, il serait bon de se montrer très large dans l'appréciation de cet intérêt. Il serait réellement injuste de sacrifier à l'intérêt de quelques-uns l'intérêt de tous. Sous la même réserve, on pourrait admettre la consultation directe du Casier civil. On pourrait fixer à 1 fr. 50 la somme à percevoir pour la délivrance des extraits, et à 0 fr. 50 la redevance fixée pour la consultation directe. Il ne nous reste plus qu'à résumer, dans un dernier chapitre, l'ensemble de notre système.

CHAPITRE V

Ensemble de la méthode de centralisation.

Nous allons nous efforcer de résumer, dans un chapitre bref, toutes les conclusions auxquelles nous sommes arrivés dans les précédents paragraphes et d'en tirer une méthode simple et logique : Le but que nous poursuivions était celui-ci : trouver un moyen simple et pratique de centraliser tous les actes intéressant l'Etat Civil des personnes. Pour y arriver, nous avons copié sur bien des points le système anglais, qui offrait ce grand avantage d'avoir été pratique et de fournir des éléments qui avaient subi l'épreuve de l'expérience.

Les actes qu'il s'agissait de centraliser sont les suivants : acte de naissance, de mariage, de décès, actes de naissance de mariage et de décès de tous les enfants, acte de décès du conjoint, légitimation, séparation de corps, divorce, séparation de biens, conversion de la séparation de corps en divorce, réconciliation, rectification d'état civil, annulation d'un mariage, mariage putatif, jugement sur réclamation ou contestation d'état, jugement remplaçant un acte de décès, arrêt d'adoption, interdiction, Conseil judiciaire, déchéance de la puissance paternelle, déchéance pénale, réhabilitation, absence,

émancipation, retrait d'émancipation, hypothèque judiciaire, emploi public emportant hypothèque légale, naturalisation, changement de nom, contrat de mariage, reconnaissance d'enfant naturel, tutelle, co-tutelle, pro-tutelle, tutelle officieuse, curatelle, défense à la femme d'engager les dépenses du ménage, qualité de commerçant, de failli, liquidation judiciaire, autorisation à la femme mariée de faire le commerce.

Les personnes chargées de centraliser ces actes sont les officiers de l'Etat Civil, les greffiers des tribunaux civils, criminels ou de commerce, les simples particuliers.

Ce n'est pas l'acte lui-même qui est centralisé, mais les énonciations indispensables le concernant. Elles sont inscrites sur un bulletin qui est envoyé aux officiers publics centralisateurs. Ceux-ci forment une administration spéciale, distincte et nouvelle, comprenant un premier degré de centralisation dans chacune des Cours d'appel actuelles. Chacun de ces petits centres a pour étendue d'action le ressort même de la Cour d'appel. Au-dessus de ce premier degré se trouve le dépôt central établi à Paris. Tous les bulletins sont envoyés d'abord dans les administrations régionales où on les recopie sur des fiches individuelles, puis ils sont envoyés au dépôt central, qui fait de même. Ces bulletins sont ensuite expédiés au premier officier envoyeur, afin de témoigner qu'ils ont bien été reçus et que les formalités ont été accomplies. Des tables sont tenues, tous les ans, des actes reçus. Les noms y

sont rangés par lettre alphabétique. Lorsqu'un individu meurt, sa fiche est détruite ou changée de casier et passe au casier des personnes décédées. Une table spéciale, révisée tous les ans et tenue comme les précédentes, est affectée à ce casier.

Cette méthode nous paraît simple et réalisable ; nous l'avons dit en débutant, notre ambition est modeste, notre but étant simplement d'apporter une contribution, si faible soit-elle, à une réforme urgente et qui apporterait de grands éléments de vitalité pour le crédit. Puisse-t-elle se réaliser bientôt !

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU :

Le Président,

Albert WAHL.

VU :

Pour permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

LA CENTRALISATION DE L'ÉTAT CIVIL

INTRODUCTION	13
--------------------	----

PREMIÈRE PARTIE

De l'État Civil.

CHAPITRE I ^{er} . — De l'état des personnes en général.....	17
---	----

CHAPITRE II. — Des actes et faits qu'il y a lieu de centraliser.....	20
---	----

DEUXIÈME PARTIE

De la Centralisation.

CHAPITRE I ^{er} . — De la Publicité	36
A. — Les Journaux.....	37
B. — Les Affiches	39
C. — Les Registres	40
D. — Des proclamations faites de vive voix....	43
E. — Les notifications individuelles.....	44

CHAPITRE II. — Des diverses méthodes proposées pour centraliser l'Etat Civil des per- sonnes.....	46
A. — Le tableau complémentaire de l'Etat Civil.	47
B. — Système d'immatricule général.....	59
C. — Le livret civil.....	61
D. — Le livre de famille	69
E. — Le livre de raison.....	73

CHAPITRE III. — Méthode Anglaise de centrali- sation de l'Etat Civil.....	75
--	----

CHAPITRE IV. — De la méthode qu'il conviendrait d'adopter.....	80
A. — Des actes à centraliser.....	80
B. — Du lieu de centralisation.....	90
C. — De l'objet qui recevra les renseignements à centraliser.....	98
D. — Des frais, des extraits, de la consultation directe du Casier civil.....	105

CHAPITRE V. — Ensemble de la méthode de centralisation.....	110
--	-----



